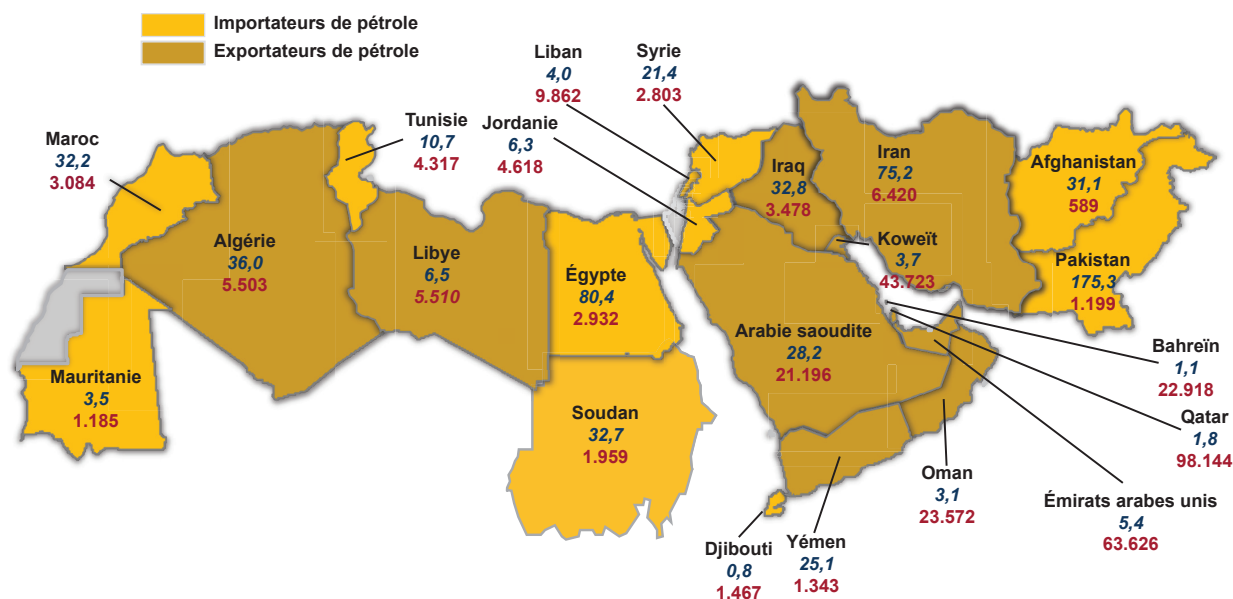


Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Population, en millions d'habitants (2011)
 PIB par habitant, dollars (2011)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne reflètent pas nécessairement la position officielle du FMI.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : accroître la résilience et créer des emplois dans le secteur privé

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont pu tirer parti de la hausse des cours pétroliers pour accompagner la croissance dans une conjoncture mondiale morose. Les politiques budgétaires et monétaires accommodantes ont été appropriées, mais elles gagneraient à être progressivement orientées vers le renforcement de l'épargne nationale et l'amélioration de l'équité entre les générations. Face à la volatilité des recettes pétrolières, certains pays ont les moyens d'absorber les chocs défavorables, mais la maîtrise des dépenses publiques est la principale mesure préventive pour se préparer à l'éventualité que les cours pétroliers chutent et restent bas. Un des volets des réformes budgétaires doit être la maîtrise de la masse salariale du secteur public qui, de concert avec des réformes structurelles plus vastes, permettrait de promouvoir l'emploi dans le secteur privé.

La croissance du PIB pétrolier ralentit, tandis que celle du PIB non pétrolier est robuste

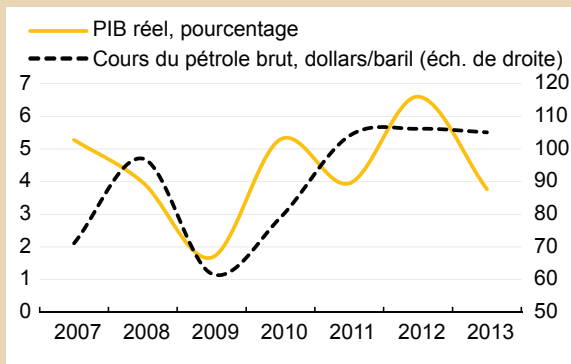
La croissance du PIB des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait atteindre environ 6½ % en 2012 grâce à une reprise vigoureuse en Libye, d'ailleurs supérieure aux prévisions (encadré 1.1). En 2013, elle devrait revenir aux taux de 2011, soit près de 4 % (graphique 1.1). En Iran, la production pétrolière a diminué, en raison du durcissement des sanctions américaines et de l'embargo de l'UE, enclenchés au second semestre de 2012, ce qui minore les prévisions de croissance du pays. Celle du Conseil de coopération du Golfe (CCG) demeure robuste, mais devrait ralentir, diminuant de 7½ % en 2011 à 3¾ % en 2013, ce qui est dû principalement au fléchissement de la production pétrolière.

D'après les prévisions, la croissance du PIB pétrolier des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP continuera à ralentir, tombant à 1¼ % en 2012, puis deviendra négative en 2013 (graphique 1.2). Dans les autres secteurs, les dépenses publiques et la politique monétaire accommodante devraient maintenir la croissance économique à un taux robuste de près de 5 % en 2012 et 2013, malgré une croissance faible à Bahreïn et négative en 2012 au Yémen en raison

Préparé par Alberto Behar avec le concours des équipes chargées des pays concernés.

Graphique 1.1

Croissance du PIB dopée par la Libye en 2012

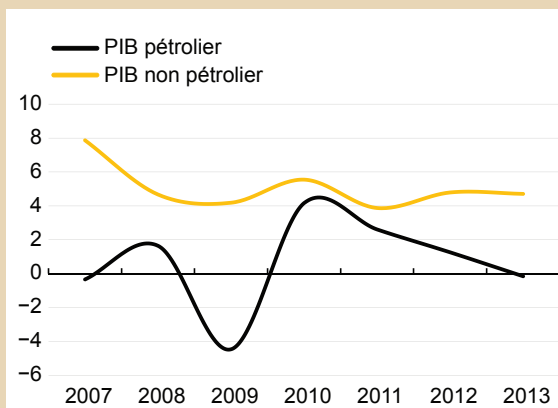


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.2

Une croissance du PIB hors pétrole saine

(Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : croissance du PIB pétrolier et non pétrolier, pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

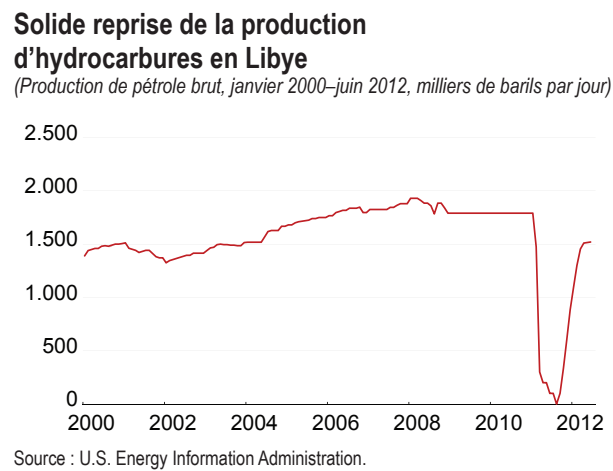
Encadré 1.1

Libye : l'après-révolution

La reprise de la production d'hydrocarbures après la révolution en Libye a progressé plus rapidement que prévu et atteint près de 90 % du niveau d'avant le conflit. Malgré de nombreuses difficultés au lendemain de la révolution, l'activité économique se remet rapidement grâce au rétablissement de la production d'hydrocarbures (voir le graphique). En juin 2012, celle-ci atteignait plus de 1,52 million de barils par jour, contre 166,000 barils par jour en moyenne pendant la période des hostilités en 2011, et va selon toutes attentes revenir à son niveau d'avant le conflit en 2013. Cette reprise plus rapide que prévu a déjà considérablement stimulé les exportations d'hydrocarbures de la Libye et accru ses excédents budgétaire et courant. Les autres secteurs de l'économie ont aussi connu un redressement général, sous l'effet des dépenses publiques de reconstruction et du déblocage de la demande privée refoulée. De ce fait, les projections donnent un taux record de progression du PIB réel de 122 % en 2012, après une contraction estimée à 60 % en 2011. Dans l'hypothèse d'une amélioration de la situation sécuritaire, la croissance économique devrait aussi rester vive, à un rythme de 17 % en 2013 et de 7 % par an en moyenne sur la période 2014–17.

Les perspectives économiques restent favorables, mais sujettes à quelques risques baissiers. La plupart des sanctions de l'ONU qui s'étaient traduites par le gel des actifs libyens à l'étranger — représentant au total 200 % du PIB de 2010 — ont été levées à la fin de 2011, ce qui a permis à la Banque centrale de Libye de réaffirmer l'arrimage du taux de change, de fournir des liquidités en devises aux banques et de faciliter la normalisation des opérations bancaires. L'accroissement des recettes des hydrocarbures va se traduire par un excédent budgétaire de 19 % du PIB, l'excédent extérieur courant passant quant à lui à 22 % du PIB en 2012. La normalisation des importations et des coûts de transaction devrait faire baisser l'inflation des prix à la consommation d'une moyenne annuelle de 16 % en 2011 à 10 % en 2012 et environ 1 % en 2013, malgré la poussée à la hausse des prix intérieurs due aux goulets d'étranglement de l'offre dans les secteurs du logement et des transports. En dépit de ces courants d'évolution favorables, les tensions grandissantes au sein de l'économie mondiale pourraient aggraver les risques pesant sur la croissance, faire baisser le prix du pétrole et compliquer la gestion de l'économie libyenne, qui est tributaire des hydrocarbures.

À ce tournant historique, la tâche des autorités consiste à stabiliser la situation sécuritaire, réduire l'incertitude politique et répondre aux aspirations de la révolution. À la différence des autres pays arabes en transition, la Libye n'a pas besoin de financements extérieurs, grâce à la richesse considérable de ses ressources naturelles. Bien que les premières élections au Congrès national général en 60 ans aient été un pas en avant dans la normalisation politique, la situation — caractérisée par un paysage politique fragmenté et des rivalités tribales — va sans doute rester précaire, surtout jusqu'à la ratification d'une constitution et la tenue d'élections législatives vers le milieu de l'année 2013.



Préparé par Serhan Cevik, Ralph Chami, Joshua Charap, Ricardo Fenochietto et Susan George. Pour une analyse détaillée, se reporter au document FMI (2012b).

Encadré 1.1 (fin)

Les enjeux immédiats en vue de promouvoir une croissance solidaire consistent à normaliser la situation sécuritaire, réduire les incertitudes politiques pendant la phase de transition et assurer la discipline budgétaire tout en maintenant la stabilité macroéconomique. Pour répondre sans retard aux aspirations de la révolution, le gouvernement intérimaire a relevé les salaires et accru les subventions. Bien que la Libye ait les moyens de maintenir un niveau élevé de dépenses courantes pendant une période de transition, l'accroissement des salaires et des subventions érode la marge de manœuvre budgétaire du pays et compromet la viabilité des finances publiques pour l'avenir. Au-delà du court terme, cependant, la Libye va devoir mener de front des chantiers très divers : renforcement des capacités et amélioration de la qualité de l'éducation, remise en état des infrastructures, développement du marché financier, réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et mise en place d'un système de protection sociale efficace. Il faudra aussi que le pays se dote d'un système de gouvernance pour améliorer la transparence et la responsabilisation afin de mieux gérer la richesse de ses ressources naturelles et de contribuer à promouvoir un développement économique tiré par le secteur privé.

de troubles politiques. Cependant, le rythme de progression du PIB non pétrolier ne devrait pas égaler ceux observés avant 2009, en partie du fait de la conjoncture mondiale difficile.

Les cours du pétrole sont élevés, mais sont redescendus des sommets atteints plus tôt dans l'année, en raison de la reprise des approvisionnements en provenance de la Libye, de l'expansion de la production en Arabie saoudite et au Koweït (qui continuent tous deux à produire des volumes records), ainsi que du fléchissement de la demande mondiale. Tandis que la production de pétrole se rétablit en Libye et s'accroît en Iraq, l'Arabie saoudite reste en mesure de maintenir l'équilibre sur les marchés mondiaux du pétrole.

Alors que le volume des exportations de pétrole brut devrait être en 2012 à peu près égal à celui de 2007, les exportations de gaz naturel ont sensiblement augmenté, notamment au Qatar (graphique 1.3). Pour l'ensemble des exportateurs d'hydrocarbures de la région MOANAP, le volume des exportations de gaz naturel représente environ un cinquième des exportations d'hydrocarbures, mais il dépasse les exportations de pétrole brut en Algérie, au Qatar et au Yémen. Malgré la baisse des prix du gaz sur certains marchés, les pays exportateurs d'hydrocarbures de la région MOANAP ont bénéficié du fait qu'ils vendent leur gaz dans le cadre de contrats à long terme à des prix indexés sur les cours du pétrole brut (annexe 1.1).

Les hausses salariales affaiblissent les finances publiques

Sur fond d'envolée des cours du pétrole et de troubles sociaux, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont pris de nombreuses mesures ayant pour effet de relever les salaires dans le secteur public et d'accroître les dépenses sociales (FMI, 2011c, 2011d). Ces mesures ont contribué à un gonflement spectaculaire de la masse salariale, dont l'effet ne se fera pleinement ressentir dans bien des cas qu'à partir de 2012 (graphique 1.4).

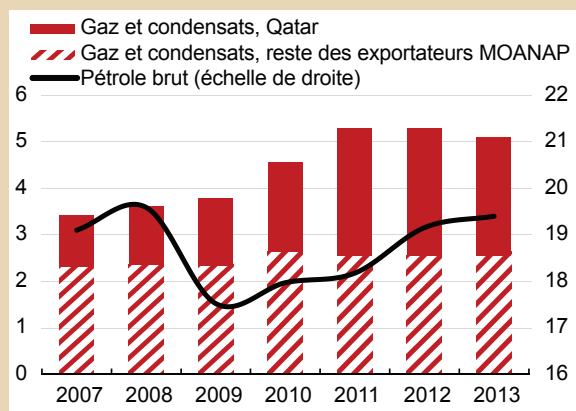
Dans la majorité des pays, les salaires ont augmenté, en pourcentage du PIB, depuis 2010. Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en dehors du CCG, la part des salaires dans les dépenses publiques totales a augmenté de 10 % en 2011 par rapport à 2010. Parallèlement, la part des dépenses d'équipement a diminué. Le dynamisme des dépenses publiques a causé une dégradation des soldes budgétaires non pétroliers et, dans certains cas, du solde budgétaire global, malgré le niveau élevé des cours du pétrole (graphique 1.5).

Dans le CCG, la politique budgétaire expansionniste était appropriée, compte tenu de la nécessité de soutenir la croissance non pétrolière, de l'absence de signes de surchauffe, ainsi que des marges budgétaires de sécurité et des réserves de change accumulées dans bien des cas. Cependant, compte tenu de la hausse continue des déficits primaires

Graphique 1.3

Croissance des exportations de gaz impulsée par le Qatar

(Exportations de pétrole brut et de gaz, millions de barils ou équivalent, par jour)

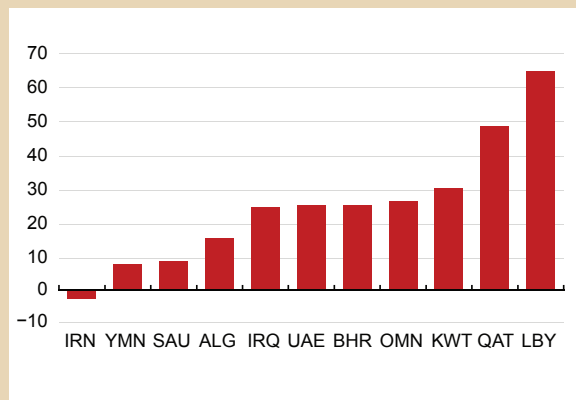


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.4

Masse salariale de la fonction publique en forte hausse

(Traitements réels et dépenses salariales, 2010–13, variation en pourcentage, monnaie nationale déflatée par l'inflation de l'IIPC)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

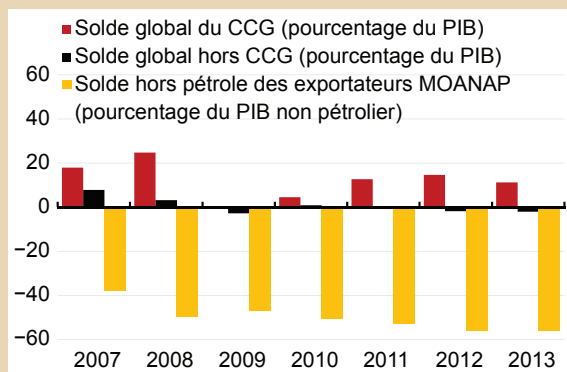
non pétroliers, il apparaît à l'analyse que beaucoup de pays du CCG ont un niveau de dépenses qui ne préserve pas l'équité entre les générations, encore que ce constat dépende de facteurs incertains, tels que l'évolution future des cours pétroliers et les rendements des investissements publics (encadré 1.2).

Les pays exportateurs de pétrole hors CCG accuseront, d'après les projections, un déficit global

Graphique 1.5

Détérioration des positions budgétaires

(Soldes budgétaires)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

de près de 2 % du PIB en 2012; cela signifie qu'ils ne convertissent pas les richesses de leur sous-sol en actifs financiers. À l'exception notable de la Libye, qui a les moyens de remettre en état son économie endommagée par la guerre, ces pays vont devoir constituer des marges budgétaires de sécurité et économiser en prévision de l'avenir.

Une baisse prononcée et prolongée des cours pétroliers est un risque majeur

L'évolution des soldes budgétaires et de la croissance du PIB dépend d'un certain nombre de facteurs extérieurs. Les marchés misent actuellement sur l'éventualité d'une variation à la hausse des cours du pétrole en raison de l'incertitude géopolitique et des perturbations des approvisionnements pétroliers qui pourraient en résulter. Par contre, la possibilité d'un ralentissement plus grave de l'économie mondiale pourrait avoir une incidence défavorable sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, à des degrés divers et principalement par ses effets sur les prix de l'énergie (FMI, 2012d). Le risque de choc dans la zone euro reste la préoccupation dominante. À l'analyse, il apparaît que pour chaque baisse de 1 % du PIB de la zone euro, le PIB des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP se réduirait de 1/3 % au cours de la première année (annexe 1.2; encadré 1.3).

Encadré 1.2

Quel est l'excédent «idéal» pour le CCG?

Les excédents extérieurs du CCG se sont accrus ces dernières années, ce qui amène à s'interroger à nouveau sur la meilleure conduite à tenir. S'ils ont été inférieurs, en pourcentage du PIB global du CCG, à ceux observés au milieu des années 70 et au début des années 80, ils restent néanmoins considérables — environ 0,4 % du PIB global en 2011. En outre, en 2011, ces excédents étaient supérieurs à ceux d'autres grands pays exportateurs tels que l'Allemagne, la Chine et le Japon (graphique 1).

Pour le CCG, à la différence des autres gros exportateurs, les excédents budgétaires et courants sont dans une large mesure des «excédents jumeaux», résultant de l'exploitation d'une ressource naturelle non renouvelable.

Par ailleurs, il a été démontré que le taux de change effectif réel influe peu sur le solde extérieur courant des pays exportateurs de ressources naturelles¹. Pour évaluer l'ampleur des excédents extérieurs des pays du CCG, il faut donc déterminer si leur situation budgétaire est appropriée dans une perspective de moyen à long terme.

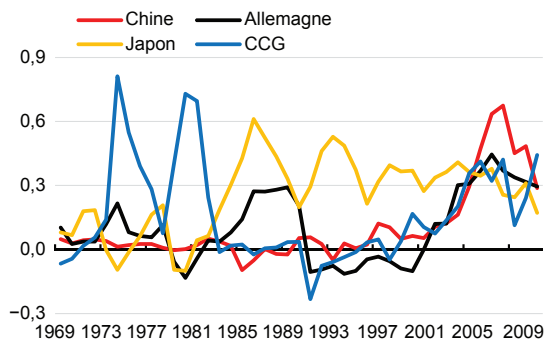
La méthode de l'hypothèse du revenu permanent (HRP) donne trois indications très importantes pour les pays du CCG. Premièrement, il faut qu'ils affichent des excédents budgétaires jusqu'à ce que les ressources non renouvelables soient épuisées (ou que le taux d'exploitation baisse), pour financer les futures dépenses publiques. Deuxièmement, les excédents budgétaires doivent augmenter si le taux d'épuisement des ressources est atteint plus tôt que prévu, (pour préserver la stabilité du marché pétrolier mondial), car les pays du CCG ne feraient que transformer la richesse de leur sous-sol en richesse financière. Troisièmement, les hausses temporaires du cours pétrolier devraient engendrer des excédents plus élevés, car les États épargnent une partie des revenus exceptionnels pour les générations futures. Les excédents budgétaires se traduisent donc par des excédents extérieurs courants, étant donné qu'ils leur sont jumelés.

La réponse à la question de savoir si les excédents budgétaires des pays du CCG sont trop bas ou trop élevés par rapport aux repères issues de l'HRP est empirique et dépend d'une série de paramètres économiques dont nous n'avons qu'une connaissance imparfaite : le taux de rendement prévu des actifs financiers, la future croissance démographique, l'évolution future du cours de la ressource non renouvelable et l'ampleur des réserves d'hydrocarbures. Il faudrait en outre connaître le taux de rendement futur des dépenses publiques (c'est-à-dire, savoir si elles rapporteront à l'avenir des recettes fiscales non pétrolières) et la mesure dans laquelle l'État préfère accumuler de l'épargne de précaution; ces deux aspects sont analysés plus loin. Les repères liés à l'HRP sont donc indicatifs et il faut réaliser des études de sensibilité pour en tester la robustesse.

L'analyse fondée sur une série d'hypothèses concernant les paramètres énumérés ci-dessus suggère que les excédents budgétaires sont en fait trop bas (par exemple, les dépenses publiques sont actuellement trop élevées) dans cinq des six pays du CCG lorsqu'on les compare aux valeurs de référence de l'HRP. Comme résumé dans le document FMI (2011b), et expliqué plus en détail dans les récents rapports des services du FMI pour les consultations au titre de l'article IV avec chacun de ces pays, les valeurs de référence de l'HRP suggèrent que, mis à part le Qatar, il leur faudrait, à des degrés divers, rééquilibrer leurs finances publiques à moyen terme (graphique 2).

Certains facteurs qui échappent à l'HRP pourraient avoir quelque incidence sur les résultats. Par exemple, la volatilité des cours de la ressource non renouvelable pourrait demander des excédents encore plus élevés, car les pays peuvent

Graphique 1
Soldes des transactions courantes, 1969–2011
(Pourcentage du PIB mondial)



Sources : FMI (2012d); estimations des services du FMI.

Préparé par Pedro Rodriguez et May Khamis.

¹ Voir Arezki et Hasanov (2009).

Encadré 1.2 (fin)

vouloir disposer d'un peu plus «d'épargne de précaution» pour être préparés en cas de baisse des cours². En outre, si les dépenses ou les investissements publics intérieurs, qui ont beaucoup augmenté dans les pays du CCG, produisent des bénéfices à l'avenir du fait de la diversification de l'économie et de l'augmentation des rentrées fiscales, les excédents budgétaires pourraient être plus bas que ne le suggère l'HPR. Cet aspect serait relativement plus important dans les pays manquant de capitaux et/ou plus dépendants de la fiscalité intérieure, ce qui n'est pas le cas au sein du CCG.

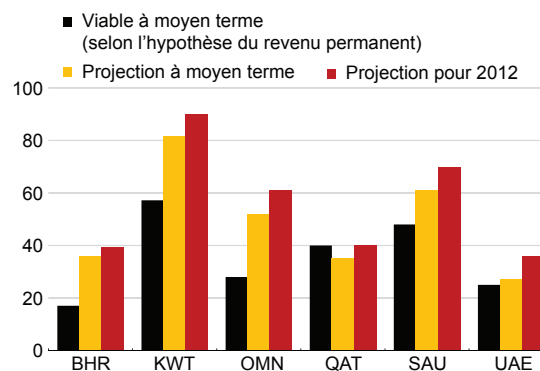
Les valeurs de référence de l'HPR sont des repères de moyen à long terme et les pays du CCG ont — à des degrés divers — de la marge pour s'en rapprocher progressivement. Les décisions quant aux excédents budgétaires à court terme dépendent aussi d'autres facteurs, tels que l'évolution de l'activité économique et de l'emploi. Au vu de cela, le FMI a soutenu, dans le cadre de sa surveillance, les ripostes anticycliques des pays du CCG face à la crise financière mondiale. L'HPR suggère néanmoins que les excédents extérieurs courants et budgétaires ne sont pas excessifs dans une perspective à long terme et qu'une démarche prudente sur le moyen terme peut se justifier.

²Voir Bems et Carvalho Filho (2009).

Graphique 2

CCG : déficit budgétaire primaire hors hydrocarbures

(Pourcentage du PIB hors hydrocarbures)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Un nouveau ralentissement de l'activité économique mondiale aurait sans doute pour principale conséquence une baisse prononcée et prolongée des prix des hydrocarbures. De manière générale, les fluctuations ponctuelles des cours pétroliers préoccupent moins les pays exportateurs de gaz de la région MOANAP, car ils ont établi avec leurs clients des contrats à long terme (annexe 1.1). La baisse des prix des hydrocarbures qu'obtiendraient les pays exportateurs de pétrole ou de gaz se répercuterait principalement sur leurs soldes budgétaires et courants, étant donné que de nombreux pays ont suffisamment de réserves pour maintenir le niveau de dépenses anticycliques nécessaire pour soutenir l'activité économique.

Pour les pays du CCG, une baisse prolongée du prix du pétrole aurait une lourde incidence sur le solde budgétaire. Dans le graphique 1.6, la courbe représente le solde budgétaire au cours effectif et au

cours prévisionnel estimé par le FMI. La zone ombrée correspond à l'impact des scénarios de prix élevés et faibles sur le solde budgétaire, en supposant des ripostes internes, mais sans modification du niveau de la production de pétrole. Une chute du cours du pétrole aurait une incidence plus marquée qu'une hausse de même ampleur, et il y a une probabilité de un sur six pour qu'un solide excédent budgétaire cède le pas à un déficit dès 2013. Dans l'éventualité de fluctuations prononcées mais de courte durée des cours, tous les pays du CCG, à l'exception de Bahreïn, pourraient maintenir une politique anticyclique. Par contre, une baisse prolongée des cours exigerait un effort plus résolu de correction du solde budgétaire.

Pour les pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG, une baisse de 10 dollars/baril par rapport au cours moyen de 2012 réduirait le solde budgétaire de presque 6 points de PIB en l'absence de ripostes internes. Les réserves de ces pays ne sont toutefois

Encadré 1.3

Retombées extérieures d'un choc du PIB dans la région du CCG

Les retombées extérieures d'un choc affectant le PIB des pays du CCG — qui regroupe les pays les plus riches de la région MOAN — sont importantes pour les pays voisins. Un modèle vectoriel autorégressif global (VAR-G) sert à examiner la sensibilité des autres pays de la MOAN à l'évolution économique du CCG. Cette méthode utilise un cadre dynamique plurinationnel pour analyser la transmission internationale des chocs et elle s'inspire du modèle décrit par Cashin *et al.* (2012), et Cashin, Mohaddes et Raissi (2012)¹.

Les résultats montrent que les chocs de production dans le CCG ont non seulement de l'importance pour la région MOAN avoisinante en particulier, mais aussi des répercussions mondiales. Une hausse de 1 % du PIB du CCG engendre des gains de production sensibles dans les pays exportateurs de pétrole de la MOAN et dans les pays du Mashreq (Égypte, Jordanie, Syrie), de l'ordre de 0,55 et 0,40 %, respectivement, au bout d'un an. Les chocs produisent aussi des effets modérés sur les pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie), de l'ordre de 0,20 % en moyenne (voir le graphique).

La transmission du CCG aux pays de la région MOAN s'effectue par les circuits du commerce, des envois de fonds, des investissements directs étrangers et des cours des matières premières. À titre d'exemple, la situation macroéconomique de la Jordanie est intimement liée à celle des autres pays du Moyen-Orient. Les fonds que les ressortissants jordaniens travaillant dans la région envoient chez eux représentent une part importante du revenu national (l'équivalent de 15 à 20 % du PIB); la principale destination des exportations de la Jordanie est le Golfe persique, qui lui fournit en contrepartie la majeure partie de son énergie; elle bénéficie aussi d'un montant considérable de dons et d'investissements directs étrangers d'autres États de la région.

La production du CCG a une incidence sur l'économie mondiale, et inversement. En particulier, le marché pétrolier est un circuit de transmission important. Par exemple, l'Arabie saoudite, qui fait partie du CCG, est actuellement le plus gros exportateur de pétrole au monde et se trouve dans une situation charnière, car elle est la seule à disposer d'importantes capacités inutilisées pouvant servir à stabiliser le marché mondial de l'énergie. S'il est vrai que le niveau de l'offre de pétrole du CCG a d'importantes répercussions macroéconomiques sur les pays développés et émergents, y compris ceux de la région MOAN, la perspective d'une accélération de la croissance mondiale a aussi des effets importants sur la demande de pétrole, et donc sur l'évolution économique du CCG. Étant donné que la courbe de l'offre mondiale de pétrole est proche de la verticale, toute augmentation de la production de la région du CCG est principalement induite par la hausse des cours pétroliers. Cette hausse coïncide avec l'accroissement de la production des pays avancés et des pays émergents d'Asie, d'où une augmentation des cours pétroliers tirée par la demande et un niveau de PIB plus élevé des autres pays producteurs de matières premières².

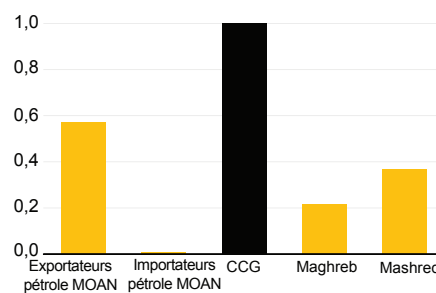
Préparé par Paul Cashin, Kamiar Mohaddes et Mehdi Raissi.

¹ Voir annexe 1.3; et Cashin *et al.* 2012, Cashin, Mohaddes et Raissi (2012), et Mohaddes et Raissi (2011), pour plus de détails.

² Voir FMI (2012c).

Réactions de la production à un choc positif du PIB dans la région du CCG

(Variation en pourcentage)



Source : Cashin, Mohaddes et Raissi (2012).

Graphique 1.6

Des soldes budgétaires sensibles aux cours du pétrole

(Solde budgétaire global CCG, 2000–17, pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : La partie ombrée signale le solde budgétaire pour un prix du baril supérieur ou inférieur d'un montant maximum de 28 dollars (un écart-type) par rapport au cours projeté.

pas aussi amples que celles des pays du CCG, aussi faudrait-il sans doute prendre immédiatement des mesures de redressement.

En général, face à une baisse prolongée des cours pétroliers, il conviendrait de réduire les dépenses courantes, tout en protégeant les plus démunis, avant de revoir les plans de dépenses d'équipement. Les mesures suivantes pourraient être indiquées : le Yémen pourrait rationaliser les dépenses non essentielles, mais l'aide économique internationale est cruciale; l'Algérie pourrait maîtriser les dépenses courantes; l'Iran pour sa part ajuste déjà les dépenses en réponse à la baisse du volume de ses exportations de pétrole. Bien que les recettes exceptionnelles épargnées lui donnent une certaine marge de manœuvre, l'Iran devrait couper encore plus dans les dépenses si les cours devaient baisser aussi, mais préserver les dépenses d'équipement. La tendance à la sous-exécution des dépenses pourrait faire office de tampon naturel en Iraq, mais il faudrait veiller à ce qu'elle ne pèse pas de façon disproportionnée sur les dépenses d'équipement.

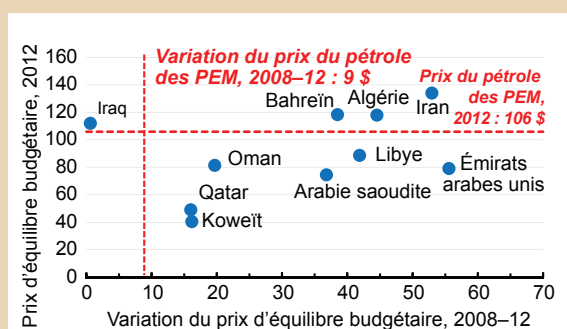
La modération des dépenses accroîtrait la résilience

Compte tenu de leurs déficits budgétaires escomptés, nombre de pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG vont se trouver en 2012 face à un prix d'équilibre (prix du pétrole auquel les

Graphique 1.7

Les vulnérabilités budgétaires s'accroissent

(Dollars par baril)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹Prix d'équilibre budgétaire du Yémen, 2012 : 237 dollars/baril.

comptes budgétaires sont en équilibre) supérieur au cours effectif du pétrole. La plupart des pays ont laissé leur prix d'équilibre budgétaire augmenter plus rapidement que les cours effectifs du pétrole ces dernières années, ce qui les a rendus de plus en plus vulnérables en cas de baisse des cours (graphique 1.7). Les pressions à la hausse des dépenses vont faire monter encore plus les prix d'équilibre à moyen terme, ce qui contribuera à aggraver la vulnérabilité de ces pays.

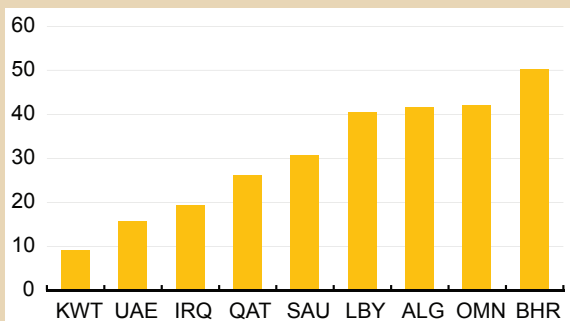
L'évolution future des cours pétroliers est néanmoins très incertaine, surtout à moyen terme. Les simulations de la volatilité des cours à l'avenir indiquent pour la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP une probabilité supérieure à 20 % pour que le cours effectif du pétrole soit inférieur au prix d'équilibre budgétaire en 2017 (graphique 1.8). Si, en outre, on tient compte de la pente descendante prévue des cours pétroliers (que font pressentir les marchés à terme), la vulnérabilité à moyen terme est plus accentuée.

Par conséquent, même si aucun choc défavorable ne se matérialise immédiatement, la nécessité de réduire la vulnérabilité à un choc éventuel conforte l'argumentaire en faveur de mesures volontaristes pour assurer la viabilité des finances publiques et, dans certains pays, constituer les marges de sécurité nécessaires. Il faut pour ce faire sérier les projets d'équipement à faible taux de rendement

Graphique 1.8

Probabilité de prix inférieurs au prix d'équilibre budgétaire

(Projections de 2017, pourcentage)



Sources : Caceres et Medina (2012).

et redoubler de vigilance face aux décisions de dépenses inefficaces et difficiles à inverser.

À cette fin, s'il y a eu des progrès dans les pays du CCG, tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP peuvent faire davantage pour élaborer et adopter des cadres de budgétisation et de gestion des finances publiques à moyen terme, y compris éventuellement une règle budgétaire. Un horizon à moyen terme contribue à éviter que la volatilité des recettes annuelles ne se traduise par des fluctuations des dépenses qui peuvent en fait déstabiliser l'économie et réduire la qualité des dépenses publiques. Cela aide aussi à améliorer l'exécution du budget, facilite la résistance aux pressions à la hausse des salaires, encourage à épargner le produit des exportations de pétrole pour les générations futures et fournit des ressources pour faire face aux chocs.

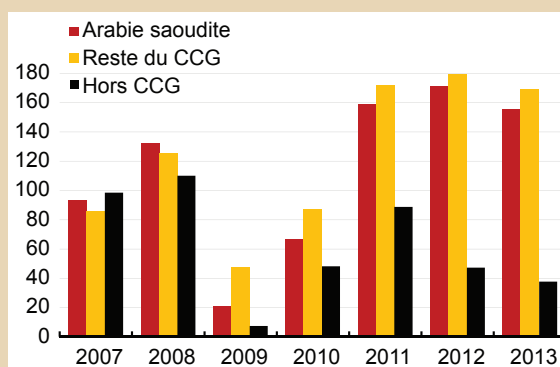
Les excédents courants sont sensibles aux variations des cours du pétrole

L'excédent courant global des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait atteindre un pic presque sans précédent d'environ 400 milliards de dollars en 2012 (graphique 1.9). D'après les projections, cet excédent sera en partie contrebalancé par des sorties financières nettes d'environ 160 milliards de dollars en faveur de fonds

Graphique 1.9

De gros excédents courants

(Soldes des transactions courantes, milliards de dollars)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

souverains et d'autres destinations. L'excédent de la balance des paiements qui en résulte se reflète en partie dans les réserves brutes, qui devraient croître d'environ 210 milliards de dollars entre 2011 et 2012. Ces chiffres sont toutefois très sensibles aux variations des cours du pétrole — aux volumes d'exportations d'hydrocarbures de 2012 et en l'absence de mesures de régulation interne, une baisse des cours de 10 % réduirait l'excédent des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP de près de 150 milliards de dollars.

Inflation : évolution contrastée

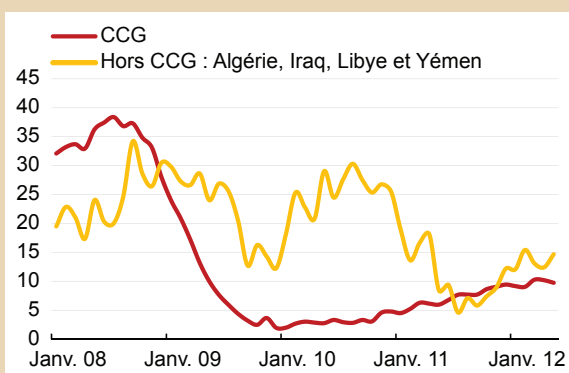
Les amples excédents de balance des paiements engendrés par la flambée des cours des matières premières peuvent poser des problèmes de gestion des liquidités qui — conjointement aux hausses salariales souvent observées en pareil cas —, peuvent causer une inflation tirée par la demande. Cependant, comme le montre l'expérience des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, le comportement de l'inflation reste fortement tributaire des politiques propres à chaque pays.

Dans le CCG, les agrégats monétaires ont progressé de manière générale plus lentement que l'accumulation de réserves. La monnaie au sens large et le crédit au secteur privé ont augmenté, mais se situent encore en dessous des taux

Graphique 1.10

Croissance du crédit en hausse

(Crédit au secteur privé, variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

d'expansion historiques (graphique 1.10). La tenue de l'immobilier a été variable dans les pays du CCG, mais le secteur devrait rester peu actif, et la tendance inflationniste mondiale générale a dans l'ensemble eu peu d'effets, en dépit des récentes hausses des prix de quelques denrées alimentaires et autres produits de base. La politique budgétaire moins procyclique a contribué à des taux de croissance du PIB inférieurs à ceux observés lors des précédentes flambées des cours pétroliers (graphique 1.11). L'inflation dans les pays du CCG devrait donc rester en dessous de 4 % en 2012 et 2013 (et inférieure aux taux observés lors des précédentes phases d'expansion).

En dehors du CCG, les taux d'inflation ont en général été supérieurs. En Algérie, les projections indiquent un taux d'environ 8½ % pour 2012, en raison de l'accroissement des réserves brutes et des paiements rétroactifs liés au relèvement des traitements des fonctionnaires, qui ont produit des excédents de liquidités. Au Yémen, le financement des déficits budgétaires par la banque centrale a souvent nourri l'expansion monétaire et l'inflation. La dépréciation de la monnaie iranienne sur le marché parallèle et la hausse du coût des activités commerciales liée aux sanctions vont selon toutes attentes se solder par une augmentation du taux d'inflation en 2012. L'Iraq a connu en 2011 une phase de rapide expansion de la masse monétaire d'origine publique, qui devrait se poursuivre, mais le niveau du crédit à l'économie est encore faible

et le taux d'inflation reste le plus bas parmi les pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG. Finalement, en Libye, les prévisions donnent l'inflation en baisse, par rapport aux sommets qu'elle avait précédemment atteints (encadré 1.1).

En conséquence, la politique monétaire accommodante dans les pays du CCG — qui tient pour une large part à la faiblesse des taux d'intérêt aux États-Unis, au rattachement des taux de change et à l'absence d'instruments monétaires de substitution — reste globalement appropriée. Si des signes de surchauffe venaient à se manifester, un resserrement budgétaire, accompagné de mesures macroprudentielles, serait la démarche la plus efficace. Dans les pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG où une inflation élevée risquerait de persister, elle pourrait être réduite en faisant jouer les leviers tant monétaires que budgétaires. En Algérie, par exemple, le récent relèvement du coefficient de réserves obligatoires pourrait être complété par diverses mesures, telles que la majoration des taux d'intérêt et la maîtrise de l'expansion de la masse salariale.

Reprise des émissions obligataires

S'il y a lieu de saluer l'expansion du crédit dans la plupart des cas, il faut qu'elle aille de pair avec le suivi continu de l'état de santé du système financier et la supervision des établissements à titre individuel, et que les instruments macroprudentiels servent à contenir les effets de levier excessifs dans des secteurs particuliers. L'émission périodique de titres publics pour établir une courbe de taux contribuerait à diversifier les circuits de financement et faciliterait la gestion des liquidités bancaires. L'avancement du chantier des infrastructures de réglementation et de négociation permettrait de développer des marchés obligataires locaux pour les entreprises.

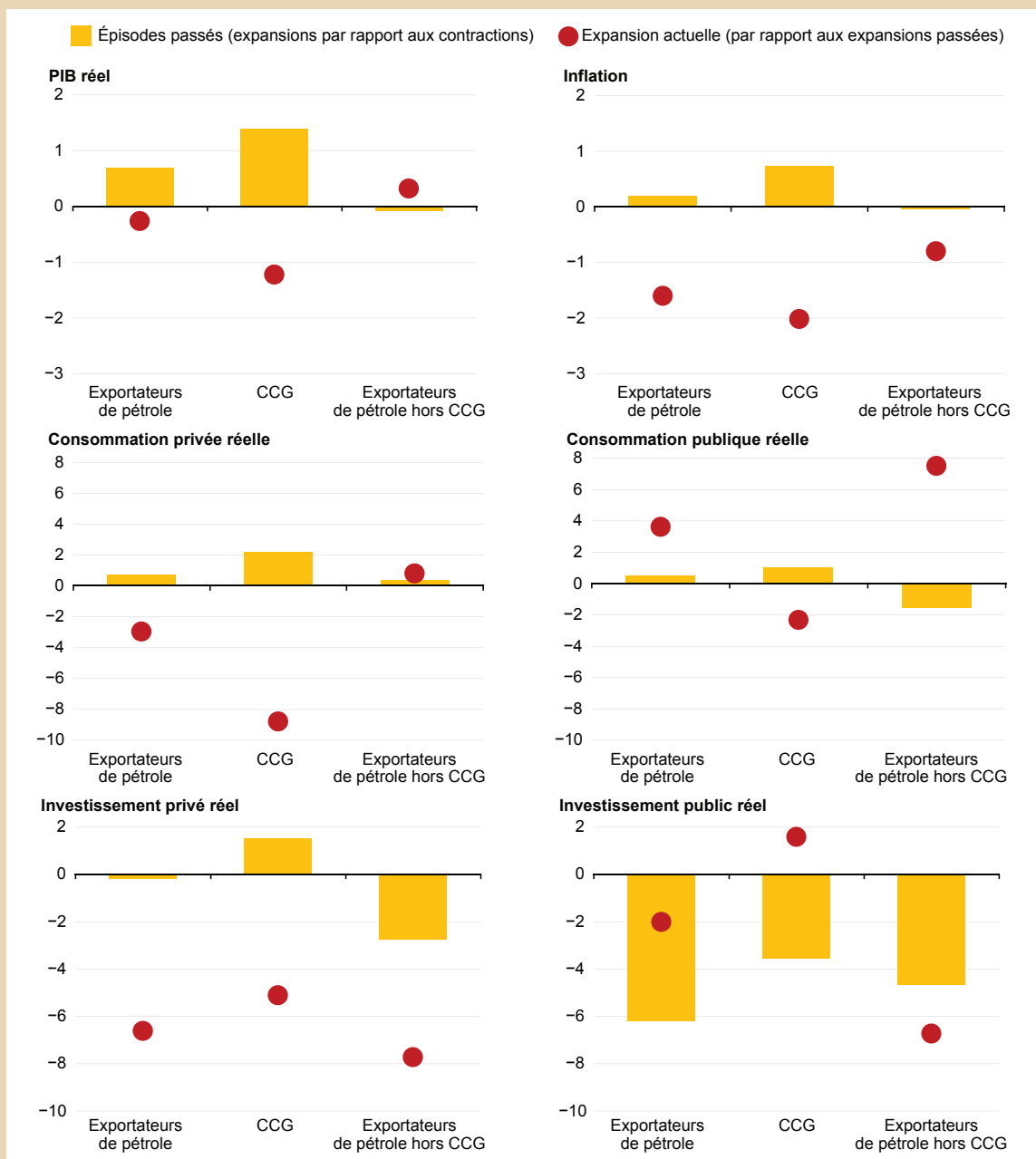
Les initiatives de ce type créeraient des conditions de marché favorables (encadré 1.4). Le tarissement des crédits à terme des banques internationales a coïncidé avec une augmentation de la demande de titres conformes à la Shariah de la part des investisseurs de la région, ce qui a provoqué une augmentation des émissions de *sukuk* par les pays du CCG (graphique 1.12). Les rendements du CCG

Graphique 1.11

Étude d'événement appliquée aux cours du pétrole, 1970–2012

(Écarts médians des variations annuelles moyennes en pourcentage)

Cette étude d'événement compare i) les variations annuelles moyennes, en pourcentage, de la variable considérée durant les épisodes passés de boom pétrolier et les variations durant les épisodes passés de contraction; et ii) les variations durant l'expansion actuelle et les variations durant les épisodes passés d'expansion. L'étude repose sur les données des Perspectives de l'économie mondiale pour les pays de la région MOAN durant la période 1970–2012 (octobre), et définit les épisodes d'expansion et de contraction à partir de la méthode de datation des cycles de Bry–Boschan. Par exemple, la croissance du PIB réel des pays du CCG s'accélère en général d'environ 1,5 point de pourcentage durant les booms pétroliers, par rapport aux épisodes de contraction. Cependant, durant l'actuelle période d'expansion, le gain de croissance du PIB réel n'a pas été à la hauteur de celui constaté lors d'épisodes précédents.



Sources: National authorities; and IMF staff calculations.

Encadré 1.4

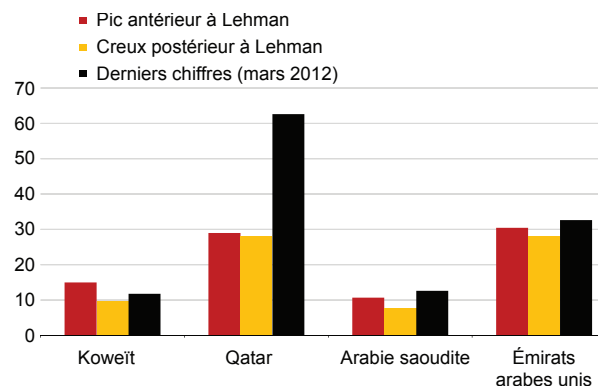
Retombées financières sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

Les prêts transfrontaliers aux pays du CCG ont augmenté depuis l'effondrement de Lehman Brothers en 2008, sauf en ce qui concerne le Koweït (graphique 1). Les Émirats arabes unis restent la principale destination des capitaux étrangers, car la diversification accélérée de Dubaï dans l'immobilier commercial et de loisir a dépassé les capacités des banques des Émirats. Depuis 2008, les banques du monde entier ont en fait accru leurs prêts aux Émirats arabes unis, en dépit du fait qu'elles y étaient déjà très exposées. Cependant, depuis quelque temps, les emprunteurs d'Abu Dhabi, dont beaucoup bénéficient implicitement de garanties souveraines, ont été privilégiés par rapport à ceux de Dubaï. Un bouleversement des marchés obligataires mondiaux pourrait inciter les investisseurs à considérer Dubaï avec circonspection, compte tenu de l'interaction des risques souverains, bancaires et commerciaux. Les banques étrangères ont réduit leurs crédits aux sociétés d'investissement du Koweït, qui empruntaient pour développer leurs investissements extérieurs.

On peut voir quelques signes de désengagement des banques internationales dans le financement à long terme vers le CCG. L'importance des prêts à plus d'un an y a diminué depuis 2010, à la différence des autres régions (graphique 2). Il est notable que les banques internationales hésitent à financer de nouveaux projets dans les pays du CCG, en dépit des investissements massifs dans les infrastructures et les industries grosses consommatrices d'énergie. Cela a amené les emprunteurs des pays du CCG à se tourner vers les marchés obligataires mondiaux ou locaux (chapitre 1). La résurgence des émissions de *sukuk* depuis 2011 montre qu'il est possible, dans une région où le crédit bancaire a longtemps dominé, de passer à un modèle de financement par les marchés. La hausse prononcée des crédits obligataires suggère que le désengagement des banques européennes n'a eu qu'un impact modeste sur les projets des pays du CCG.

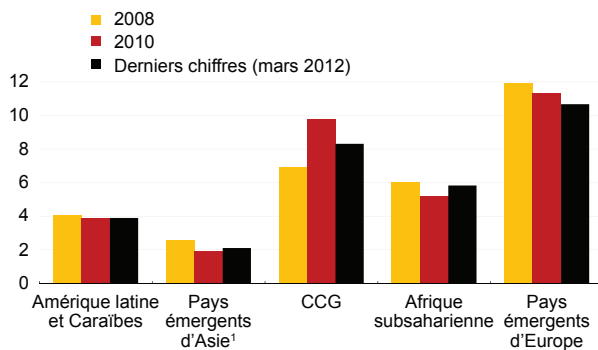
Préparé par Gabriel Sensenbrenner et Jaime Espinosa Bowen.

Graphique 1

CCG : prêts des banques internationales
(Pourcentage du PIB de 2008)

Sources : Banque des règlements internationaux; estimations des services du FMI.

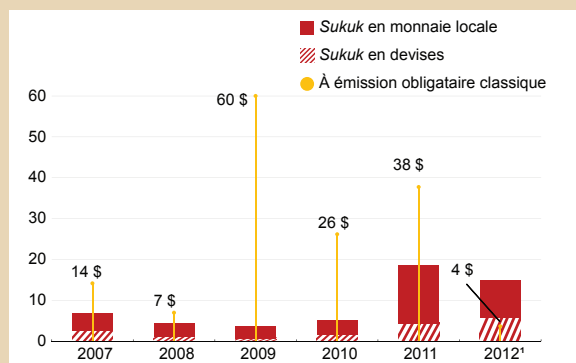
Graphique 2

Importance des financements transfrontaliers, 2008–12
(Créances à plus d'un an, pourcentage du PIB)

Sources : Banque des règlements internationaux; estimations des services du FMI.
¹ Hors Australie, Japon et Nouvelle-Zélande.

Graphique 1.12

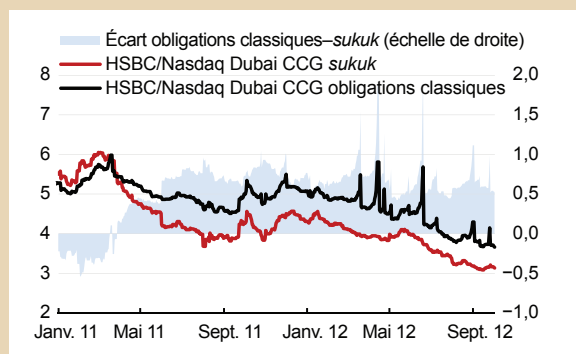
Augmentation des émissions de sukuk dans le CCG
(Émissions obligataires, sukuk et classiques, équivalent en milliards de dollars)



Sources : Bloomberg; Islamic Finance Information Service.
*Montant cumulé émis et annoncé jusqu'au 26 septembre 2012.

Graphique 1.13

Baisse des rendements des obligations du CCG
(Pourcentage)



Source : Bloomberg.

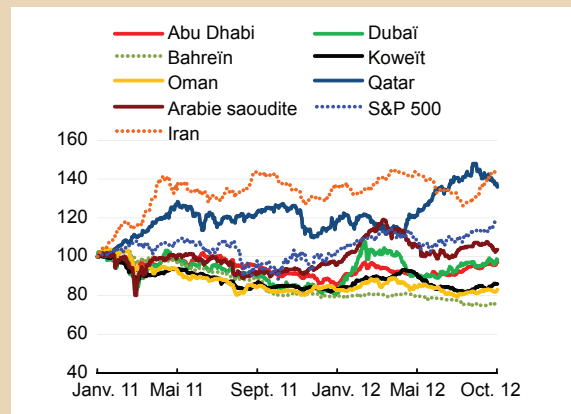
ont baissé au cours de l'année et ceux des *sukuk* sont inférieurs à ceux des obligations classiques depuis le début de 2011 (graphique 1.13). Enfin, les indices boursiers de nombreux pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont en hausse depuis le début de 2012 (graphique 1.14).

Des réformes pour promouvoir une croissance plus solidaire

En plus du rééquilibrage graduel des finances publiques, un certain nombre de réformes structurelles et complémentaires favoriseraient une croissance solidaire. Il faudrait que les pays

Graphique 1.14

Les marchés boursiers ont progressé en 2012
(Indice; 1^{er} janv. 2011 = 100, 1^{er} janv. 2011–2 oct. 2012)



Source : Bloomberg.

exportateurs de pétrole en dehors du CCG prennent des mesures pour améliorer le climat général des affaires, mais il est nécessaire que tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP réduisent les restrictions au commerce international des services (graphique 1.15). Ces restrictions font obstacle à la croissance qui est en outre moins largement partagée, car elles restreignent la concurrence et l'accès aux services élémentaires. À titre d'exemple, les obstacles au commerce de services financiers vont habituellement de pair avec la compression du crédit.

En parallèle aux réformes du marché des produits, des réformes du marché du travail et des mesures propres à doter la main-d'œuvre locale des qualifications que demandent les employeurs du secteur privé permettraient de promouvoir l'emploi. Les réformes structurelles devront jouer un rôle de plus en plus décisif dans la création d'emplois, car, bien que la forte progression du PIB non pétrolier ait fait naître de nombreux emplois pour les travailleurs locaux et expatriés par le passé, le rythme des créations d'emplois risque de ne pas être suffisant à l'avenir.

Par exemple, dans le cas du CCG, sur la base des taux de croissance du PIB non pétrolier passés et projetés, plus d'un million d'emplois dans le secteur privé devraient être créés pour les ressortissants nationaux entre 2009 et 2015, ce qui représente

deux tiers de l'augmentation prévue de la population active nationale. Pour éviter une hausse du chômage, et en partant de l'hypothèse que le secteur public absorberait la main-d'œuvre, il faudrait que l'emploi dans le secteur public augmente de 5 % par an, ce qui dépasse les normes historiques (scénario «croissance de référence» dans le graphique 1.16).

Il faudrait en outre des taux de croissance supérieurs aux prévisions pour absorber la totalité des travailleurs locaux dans le secteur privé. Par exemple, avec 2 points supplémentaires de progression du PIB non pétrolier, il faudrait encore que le secteur public embauche pour faire baisser le chômage (scénario «croissance plus rapide» dans le graphique 1.16).

En outre, une conjonction de chocs exogènes — débouchant sur une croissance annuelle du PIB non pétrolier inférieure de 2 % aux prévisions — pousserait davantage les pouvoirs publics à accélérer les embauches pour éviter une forte hausse du chômage (scénario «croissance plus lente» dans le graphique 1.16).

Pour faire baisser le chômage à court terme en attendant que les réformes prennent effet, un système de subventionnement ciblé des salaires pourrait réussir à créer des emplois à un coût très inférieur à celui d'un salaire plein dans le secteur public (FMI, 2012a).

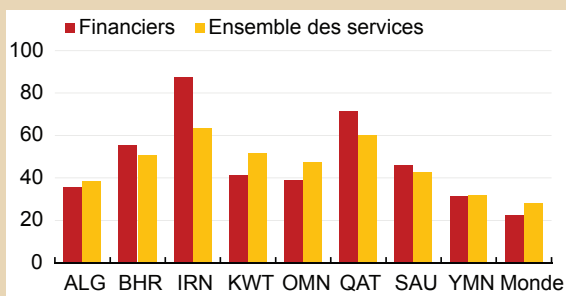
À l'heure actuelle, plus de la moitié des jeunes des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP préféreraient travailler dans le secteur public que dans le privé, de sorte qu'ils cherchent à acquérir les qualifications requises pour ces emplois, au détriment de ce que recherchent les entreprises privées. Par conséquent, si les futures perspectives d'embauche dans le secteur public étaient rétrécies, cela influencerait sur les décisions d'orientation des études des jeunes. Moyennant en outre une amélioration des systèmes d'enseignement et de formation et des services de placement, cela pourrait aider à faire augmenter l'emploi dans le secteur privé.

Les mesures visant à accroître la proportion des ressortissants nationaux dans la population active n'ont guère été efficaces par le passé, mais

Graphique 1.15

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : restrictions au commerce international des services

(Indice de restriction du commerce des services; 0 = ouvert, 25 = pratiquement ouvert, 50 = restrictions importantes, 75 = pratiquement fermé, 100 = fermé)

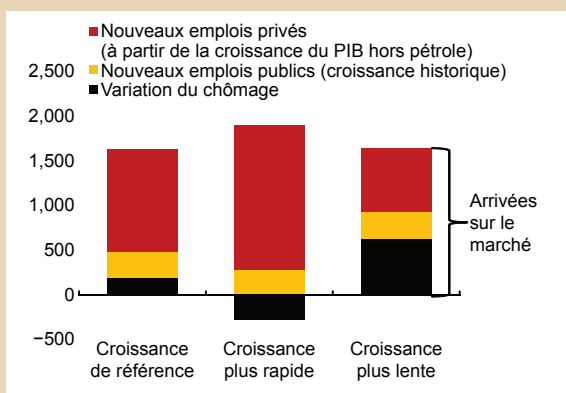


Sources : Banque mondiale, base de données sur les restrictions au commerce des services; Borchert, Gootiz et Mattoo (2012).

Graphique 1.16

Création d'emplois dans le secteur privé pour les ressortissants nationaux du CCG : les progrès restent insuffisants

(Milliers, 2009–2015)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït et Oman. Les données les plus récentes datent de 2009.

les enseignements qui en ont été tirés ont été pris en compte dans des tentatives plus récentes, telles que le *Nitaqat* saoudien et des initiatives complémentaires, qui visent à employer davantage de nationaux sans pour autant accroître le coût pour les entreprises, notamment les petites entreprises. Il convient de saluer l'attention que l'Arabie saoudite et d'autres pays portent depuis peu à l'intégration des femmes dans la vie active.

Annexe 1.1. Quel est l'avenir du marché du gaz naturel?

Il faut s'attendre à ce que la production de gaz naturel du Moyen-Orient augmente assez rapidement pour satisfaire le surcroît de demande, sans toutefois que cela ne contribue sensiblement à l'accroissement des recettes d'exportation. En raison des différences régionales des cours du gaz et d'une certaine indexation sur les prix du pétrole, les pays exportateurs de gaz du Moyen-Orient ont tiré parti de la hausse des cours pétroliers, sans généralement être affectés par la baisse des cours du gaz et leur découplage de ceux du pétrole brut observés dans certaines parties du monde. Dans la mesure où l'indexation s'applique dans le cadre de contrats à long terme, les prix du gaz des pays de la région MOANAP ne devraient pas être affectés par la volatilité à court terme des cours pétroliers. Enfin, si la révolution du gaz de schiste s'étendait des États-Unis au monde entier, cela pourrait avoir un impact sur les cours du gaz, mais étant donné que ce type d'exploration ne fait que commencer et que les perspectives de convergence des prix régionaux du gaz sont limitées, ce risque semble minime pour le moyen terme.

L'offre de gaz naturel satisfait la demande

La conjonction de l'offre excédentaire en 2009 et de l'augmentation rapide de la production en 2010 a suffi pour satisfaire le surcroît de demande en 2010. En 2011, l'offre a augmenté de 3 % et la demande de 2¼ % (graphique 1). Le gaz naturel liquéfié (GNL) a transformé le marché depuis 2009; il constitue maintenant un tiers du total du marché gazier. Dans une perspective à moyen terme, la tendance est à l'augmentation de la demande, qui devrait croître d'environ 17 % sur la période 2012–17 (AIE, 2012b).

Le Moyen-Orient¹ est gros consommateur et producteur de gaz naturel. Bien qu'il détienne environ 41 % des réserves prouvées, la majeure partie du gaz produit dans la région y est aussi consommée. D'après les prévisions, la demande de gaz de la région devrait augmenter de 3 % par an, en moyenne, sur la période 2011–17 (graphique 2). La croissance de la production gazière du Moyen-Orient ralentit et l'augmentation servira à satisfaire le surcroît de demande intérieure, — surtout en Algérie, en Arabie saoudite, en Égypte et au Qatar — et non à rapporter des recettes d'exportation supplémentaires.

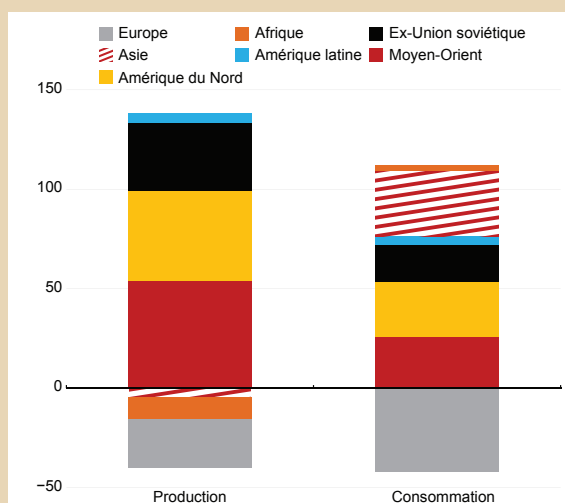
Préparée par Ananthakrishnan Prasad et Ghada Fayad.

¹Selon la classification de l'AIE, le Moyen-Orient comprend les pays suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne et Yémen.

Graphique 1

Croissance de la production et de la consommation de gaz naturel

(Variation annuelle, milliards de mètres cube)

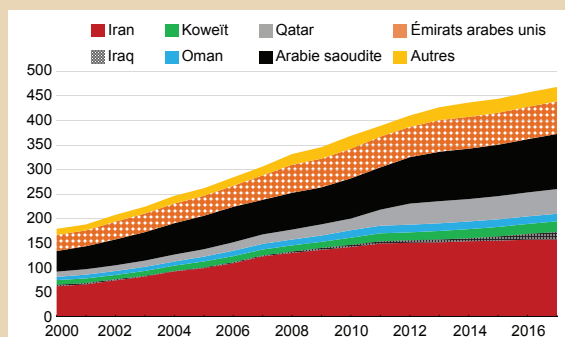


Source : British Petroleum (2012).

Graphique 2

Consommation de gaz au Moyen-Orient, 2000–17

(Milliards de mètres cube)

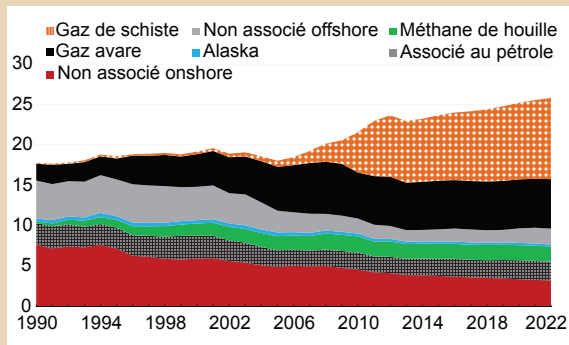


Source : Agence internationale de l'énergie (2012b).

Graphique 3

Production américaine de gaz naturel, 1990–2022

(Milliards de milliards de mètres cube)



Source : U.S. Energy Information Administration (2012).

Importance croissante du gaz de schiste

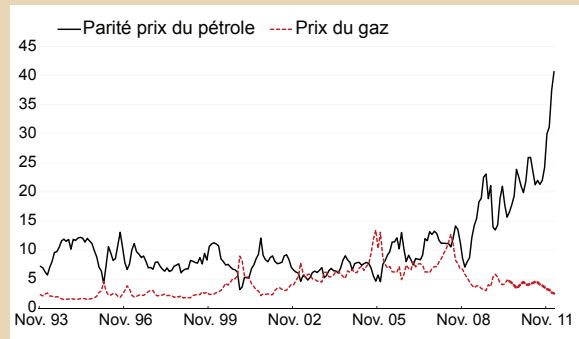
À plus longue échéance, la part du gaz dans le bouquet énergétique mondial pourrait atteindre 25 % en 2035, et il dépasserait le charbon pour devenir la deuxième source d'énergie primaire après le pétrole (AIE, 2012a), si les circonstances permettent de poursuivre l'expansion de l'offre provenant de sources non conventionnelles. Les gaz non conventionnels représentaient 16 % de la production mondiale en 2011, dont un tiers seulement correspondant au gaz de schiste. Cependant, alors que les autres sources de gaz non conventionnelles sont exploitées depuis vingt à quarante ans, les vigoureux efforts d'exploration du gaz de schiste des dix dernières années ont permis de multiplier sa production par 11, ce qui le place sous le feu des projecteurs.

L'utilisation de plus en plus répandue de techniques de pointe (dont l'hydrofracturation) a fait croître la production de gaz de schiste aux États-Unis (graphique 3), qui, d'après les projections, va tripler pour atteindre 13.600 milliards de mètres cubes d'ici 2035, sur fond d'inquiétudes pour l'environnement. En dépit des énormes réserves de gaz de schiste américaines et de la montée en puissance de la production, les États-Unis ne devraient pas rejoindre les rangs des exportateurs nets de gaz naturel avant 2022 (U.S. Energy Information Administration, 2012).

Graphique 4

Gaz naturel : prix comptant Henry Hub par rapport aux cours du pétrole WTI équivalents

(Dollars par million d'unités thermiques britanniques)



Source : base de données FRED.

Les perspectives d'exploration rentable dans d'autres contrées du monde se font tout juste jour et devraient être assez limitées au cours des cinq prochaines années. Elles ne devraient donc éventuellement contribuer de manière notable à l'offre mondiale qu'à long terme (FMI, 2012d). Au Moyen-Orient, les perspectives pour le gaz de schiste paraissent le plus prometteuses en Algérie et en Libye.

L'indexation sur le pétrole et la segmentation régionale jouent au profit des exportateurs de gaz

Le découplage des prix du pétrole et du gaz aux États-Unis, qui s'est amorcé en 2009, s'est intensifié depuis 2011 (graphique 4). Depuis 2009, l'écart s'est beaucoup creusé, atteignant 40 dollars en février 2012, soit le différentiel le plus marqué en 20 ans.

Cependant, les divergences sont limitées par l'indexation. Un tiers environ de la consommation gazière mondiale de détail est vendue à un prix au comptant, un cinquième à un prix indexé sur celui du pétrole brut, 40 % à un prix réglementé, et le reste est vendu sur le marché intérieur à un prix subventionné (AIE, 2009). Les contrats de gros sur les marchés asiatiques et européens, qui sont importants pour beaucoup de pays exportateurs de gaz du Moyen-Orient, sont en général indexés sur les cours du pétrole. De ce fait, beaucoup de pays

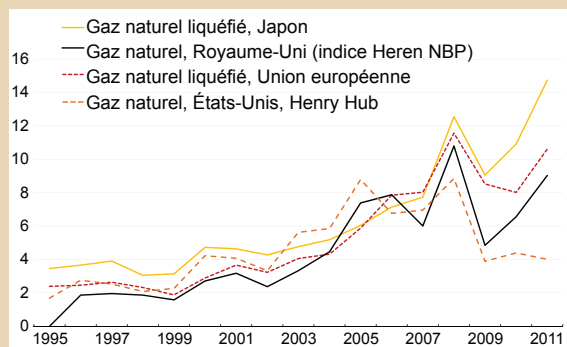
de la région MOANAP exportateurs de gaz ont tiré parti du niveau élevé des cours pétroliers. Par ailleurs, certains de ces contrats sont à long terme, ce qui protège le prix du gaz des fluctuations à court terme de ceux du pétrole, encore que des chutes très marquées ou durables des cours pétroliers pourraient faire aussi chuter les prix du gaz.

Cependant, en raison des modifications radicales prévisibles de la configuration de l'offre et de la demande des deux combustibles, il ne sera vraisemblablement pas possible de maintenir des liens contractuels rigides entre les prix divergents du pétrole et du gaz. Le marché du GNL, en particulier, passe actuellement par une phase de profonde restructuration de l'offre et de la demande qui accroît le volume de GNL commercialisé dans le monde, et donc la part du gaz sur le marché énergétique mondial. La reconfiguration des marchés internationaux tient à divers facteurs : demande en plein essor dans la région Asie-Pacifique, mais en berne en Europe; changements à venir pour l'énergie nucléaire dans beaucoup de pays importants; passage du charbon au gaz, plus efficace et moins coûteux (en investissements) pour la production énergétique et nouveautés dans la production d'énergies renouvelables et de gaz non conventionnels.

À la différence du marché mondial du pétrole, celui du gaz naturel est encore très segmenté. Géographiquement, le gaz est commercialisé sur trois principaux marchés régionaux qui ont peu de liens entre eux : l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon et la Corée du Sud. Cette segmentation est due au fait du manque d'infrastructures (gazoducs) et des faibles capacités de transport du GNL.

Les écarts entre les prix du gaz sur les différents marchés régionaux apparus lors du pic de 2008 sont en train de se creuser (graphique 5). La contraction

Graphique 5

Prix régionaux du gaz naturel*(Dollars par million d'unités thermiques britanniques)*

Source : British Petroleum (2012).

de la demande mondiale ainsi que l'essor du gaz de schiste aux États-Unis ont fait baisser les cours mondiaux, et induit une forte convergence des prix au comptant (Royaume-Uni et États-Unis), et une convergence tout aussi forte des prix indexés sur le pétrole (Japon et Europe) en 2009. Cependant, la convergence des prix au comptant a été de courte durée. Depuis le début de 2010, le prix au comptant au Royaume-Uni s'est rapproché des prix européens (indexés sur le pétrole), ce qui a creusé un large écart entre le prix au comptant américain et ceux des autres marchés. Les cours du gaz ont continué à baisser en Amérique du Nord — le cours de référence Henry Hub est descendu à son niveau le plus bas au premier semestre de 2012 (AIE, 2012b). Malgré des avancées sur plusieurs plans, l'avènement d'un marché gazier mondial intégré comme le marché pétrolier est, semble-t-il, une perspective lointaine. L'évolution récente de l'offre aux États-Unis ou les développements à venir dans d'autres régions n'influeront donc pas forcément sur les prix du gaz exporté par les pays du Moyen-Orient.

Annexe 1.2. Retombées sur la région MOAN d'un choc de PIB des pays du G-3

Cette annexe traite des retombées de chocs macroéconomiques dans des pays d'importance systémique (Chine, zone euro et États-Unis) sur la région MOAN. Un modèle vectoriel autorégressif global (VAR-G) sert à déterminer la nature et la vigueur des liens économiques entre les deux ensembles de pays. La transmission des chocs aux pays de la région MOAN s'effectue par les circuits du commerce, des flux financiers, des envois de fonds, de l'aide extérieure, des investissements directs étrangers et des cours des matières premières. Les résultats montrent que les pays de la région MOAN deviennent plus sensibles à ce qui se passe en Chine, du fait de la réorientation des échanges commerciaux et de la montée en puissance de la Chine au sein de l'économie mondiale, cependant que les effets des chocs originaires de la zone euro et des États-Unis restent très importants.

Un modèle VAR-G sert à mesurer l'ampleur et la vitesse de transmission des différents chocs aux régions Maghreb, Mashreq et CCG. Cette méthode utilise un cadre dynamique plurinational pour analyser la transmission internationale des chocs, et s'inspire du modèle décrit par Cashin *et al.* (2012) et Cashin, Mohaddes et Raissi (2012). Ce cadre comprend 38 modèles régionaux spécifiques (dont un qui correspond à une zone euro comprenant huit des 11 pays qui ont adopté l'euro en 1999, et un autre au CCG). Pris ensemble, ces pays comptent pour plus de 90 % de la production économique mondiale. Chaque modèle est exploité dans un contexte mondial où les variables macroéconomiques fondamentales de chaque pays sont liées aux variables extérieures correspondantes (exclusivement de manière à calquer la configuration des échanges commerciaux internationaux du pays étudié). Le modèle comporte des variables réelles et financières : PIB réel, taux d'inflation, cours réels des actions, taux de change effectif réel, taux d'intérêt à court et à long terme, production pétrolière et cours du pétrole. Si le modèle n'inclut pas explicitement toutes les variables de transmission énumérées plus haut (envois de fonds, aide extérieure et investissements directs étrangers), dans la mesure où l'évolution de ces variables est liée à celle d'autres variables incluses dans le modèle, on peut considérer qu'elles sont prises en compte sous forme réduite. Toutes

les données ont une fréquence trimestrielle, pour la période 1979T2 à 2011T2.

Les chocs de la production émanant des pays d'importance systémique ont des effets importants sur les pays de la région MOAN. Les retombées de chocs négatifs affectant la production réelle des États-Unis, de la zone euro et de la Chine sur les pays de la région MOAN sont examinées à l'aide du modèle VAR-G, qui donne les résultats décrits ci-dessous. Bien que la région MOAN soit relativement peu intégrée dans l'économie mondiale, que les pays qui la composent soient peu exposés financièrement à l'économie mondiale et que la crise financière mondiale y ait eu des effets limités, il apparaît que des chocs affectant la production de la Chine, de la zone euro et des États-Unis ont des répercussions sensibles sur la région MOAN.

Choc du PIB de la Chine

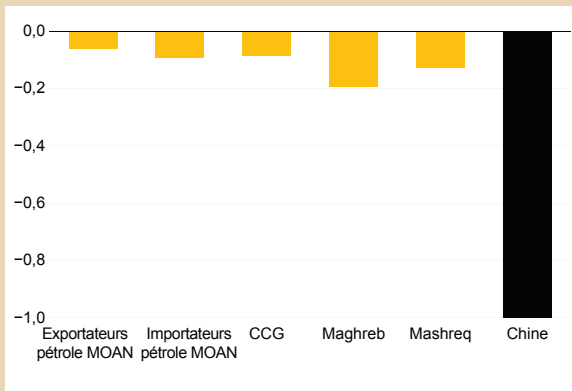
Une chute de 1 % du PIB de la Chine touche l'économie des pays exportateurs de pétrole compris dans l'échantillon, principalement du fait de son impact sur la demande mondiale de pétrole et sur les cours pétroliers. Le ralentissement de la production chinoise se traduit par une baisse de la croissance économique globale des pays exportateurs de pétrole de la région (graphique 1). Les pays qui exportent beaucoup de matières premières en Chine sont les plus vulnérables à un ralentissement de ce pays, tandis que ceux dont l'économie est plus diversifiée en souffrent moins.

Préparée par Paul Cashin, Kamiar Mohaddes et Mehdi Raissi.

Graphique 1

Réaction de la production à un choc négatif du PIB en Chine

(Variation en pourcentage)



Source : Cashin, Mohaddes et Raissi (2012).

Les effets sur le PIB des pays du CCG, du Mashreq et du Maghreb sont en général considérables (environ 0,10, 0,15 et 0,20 %, respectivement, au bout d'un an). Les pays importateurs de pétrole de la région MOAN subissent aussi une baisse de production d'environ 0,12 % au bout d'un an. Ce constat n'est guère surprenant, compte tenu de la montée en puissance de la Chine, qui est devenue un acteur essentiel sur la scène économique mondiale au cours des dernières décennies. Ce résultat explique peut-être aussi l'impact moindre que prévu de la crise financière mondiale sur les pays de la région MOAN, car ces pays étaient de plus en plus liés à l'économie chinoise, en plein essor.

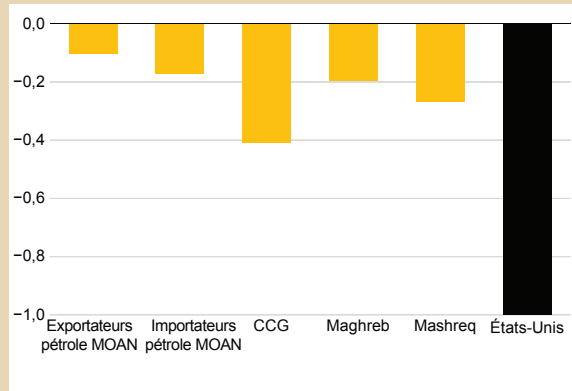
Choc du PIB des États-Unis

En raison de la position dominante des États-Unis dans l'économie mondiale, le moindre ralentissement dans ce pays peut avoir des répercussions négatives sur les autres pays, comme l'a montré la récente crise économique mondiale. De plus, la prédominance persistante des marchés obligataire et boursier américains, qui repose sur le rôle considérable que continue à jouer le dollar, est aussi un facteur important. Les résultats du modèle VAR-G montrent que les pays très liés commercialement aux États-Unis

Graphique 2

Réaction de la production à un choc négatif du PIB aux États-Unis

(Variation en pourcentage)



Source : Cashin, Mohaddes et Raissi (2012).

sont très sensibles à l'évolution de l'économie américaine (graphique 2). Cependant, même les pays qui ne commercent pas autant avec les États-Unis en subissent le rôle dominant par le biais de leurs échanges avec leurs autres partenaires commerciaux. Globalement, l'influence des États-Unis sur les autres pays demeure plus forte que ne le suggéreraient les relations commerciales directes, en raison de l'effet des marchés tiers et de l'accroissement de l'intégration financière qui tend à favoriser la transmission internationale des cycles conjoncturels.

La baisse de la demande de matières premières est une autre voie de transmission d'un choc négatif affectant la production américaine aux autres pays. En particulier, un quart environ de la demande mondiale de pétrole émane des États-Unis, aussi n'est-il pas surprenant qu'en réaction au choc subi par la production américaine, tant les cours que la production de pétrole diminuent. L'impact négatif se répercute sur les pays de la région MOAN par le circuit pétrolier. Cet effet est particulièrement prononcé pour le CCG, qui est à l'origine d'environ un tiers des exportations de pétrole dans le monde — la production réelle diminue de non moins de 0,40 % au bout de quatre trimestres — mais il est également marqué tant pour les pays du Maghreb (0,20 %) que pour ceux du Mashreq (0,30 %).

Choc du PIB de la zone euro

Un choc négatif de 1 % affectant le PIB de la zone euro a les retombées les plus sensibles sur la production des pays du Maghreb, en raison de leur proximité géographique de la zone euro et de la vigueur de leurs liens commerciaux avec l'Europe (graphique 3). Les pays du Maghreb sont très tributaires des débouchés que le marché européen offre à leurs exportations (dont il absorbe près de 60 %), ainsi que des recettes du tourisme, des envois de fonds des travailleurs et des investissements directs étrangers.

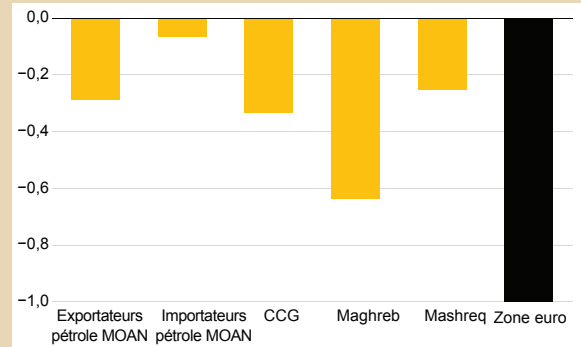
Les retombées sur la croissance sont très variables d'un pays à l'autre. Parmi les pays du Maghreb, c'est en Algérie et en Tunisie que l'on observe le plus haut degré de dépendance, avec une élasticité de la production annuelle de plus d'un demi.

Au nombre des pays du Mashreq, l'Égypte et la Jordanie subissent un impact plus modéré, car elles ont plus de liens régionaux avec le CCG. Les pays exportateurs de pétrole de la région, quant à eux,

Graphique 3

Réaction de la production à un choc négatif du PIB dans la zone euro

(Variation en pourcentage)



Source : Cashin, Mohaddes et Raissi (2012).

sont affectés par le choc négatif dans la zone euro principalement du fait de son impact sur les cours et la production de pétrole, ce qui ralentit leur croissance globale.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	5,8	5,3	4,0	1,7	5,3	3,9	6,6	3,8
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	4,1	3,0	2,4	2,4	3,3	2,4	2,6	3,4
Arabie saoudite	3,9	2,0	4,2	0,1	5,1	7,1	6,0	4,2
Bahreïn	6,1	8,4	6,3	3,2	4,7	2,1	2,0	2,8
Émirats arabes unis	8,2	6,5	5,3	-4,8	1,3	5,2	4,0	2,6
Iran, R. I. d'	6,0	6,4	0,6	3,9	5,9	2,0	-0,9	0,8
Iraq	...	1,5	9,5	2,9	3,0	8,9	10,2	14,7
Koweït	7,7	6,5	4,2	-7,8	2,5	8,2	6,3	1,9
Libye	5,3	6,4	2,4	-1,4	3,7	-59,7	121,9	16,7
Oman	3,7	6,7	13,1	3,9	5,0	5,4	5,0	3,9
Qatar	11,2	18,0	17,7	12,0	16,7	14,1	6,3	4,9
Yémen	4,3	3,3	3,6	3,9	7,7	-10,5	-1,9	4,1
Inflation des prix à la consommation	6,7	11,5	15,0	5,7	6,6	10,4	11,5	9,7
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	2,3	3,6	4,9	5,7	3,9	4,5	8,4	5,0
Arabie saoudite	0,3	4,1	9,9	5,1	5,4	5,0	4,9	4,6
Bahreïn	0,9	3,3	3,5	2,8	2,0	-0,4	0,6	2,0
Émirats arabes unis	4,4	11,1	12,3	1,6	0,9	0,9	0,7	1,6
Iran, R. I. d'	13,3	18,4	25,4	10,8	12,4	21,5	25,2	21,8
Iraq	...	30,8	2,7	-2,2	2,4	5,6	6,0	5,5
Koweït	1,9	5,5	10,6	4,0	4,0	4,7	4,3	4,1
Libye	...	6,2	10,4	2,4	2,5	15,9	10,0	0,9
Oman	0,5	5,9	12,6	3,5	3,3	4,0	3,2	3,0
Qatar	4,7	13,8	15,0	-4,9	-2,4	1,9	2,0	3,0
Yémen	11,5	7,9	19,0	3,7	11,2	19,5	15,0	12,7
Solde budgétaire global des administrations publiques	7,4	12,4	13,3	-1,8	2,5	5,9	6,1	4,4
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7,6	4,4	7,6	-6,4	-2,3	-0,2	-3,9	-1,3
Arabie saoudite	10,5	16,3	34,4	-4,7	3,4	14,0	16,6	11,2
Bahreïn ¹	1,6	1,9	4,9	-6,6	-7,0	-2,4	-3,9	-3,6
Émirats arabes unis ²	7,3	16,0	16,8	-12,8	-2,2	3,1	7,5	7,5
Iran, R. I. d' ¹	2,7	7,4	0,7	1,0	1,6	-0,2	-2,9	-3,9
Iraq	...	11,9	-1,3	-20,5	-8,8	7,6	-1,9	3,1
Koweït ¹	28,2	39,0	19,8	26,8	25,2	29,1	30,2	26,4
Libye	13,2	24,0	25,1	-3,0	16,7	-27,7	19,4	7,7
Oman ¹	9,1	11,1	13,7	-2,1	4,0	8,1	7,1	5,8
Qatar	8,7	10,9	9,8	13,4	2,6	12,3	9,6	8,5
Yémen	0,2	-7,2	-4,5	-10,2	-4,0	-4,3	-5,7	-6,0
Solde des transactions courantes	13,4	18,6	19,7	4,8	11,0	18,7	16,4	14,2
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	15,5	22,8	20,1	0,3	7,5	10,0	6,2	6,1
Arabie saoudite	15,6	24,3	27,8	5,6	14,6	26,5	26,1	22,7
Bahreïn	6,3	15,7	10,2	2,9	3,6	12,6	9,9	10,5
Émirats arabes unis	9,8	6,9	7,9	3,5	3,2	9,7	9,3	10,1
Iran, R. I. d'	5,5	10,6	6,5	2,6	6,0	12,5	3,4	1,3
Iraq	...	11,5	18,8	-13,4	-3,0	8,3	0,3	6,1
Koweït	28,8	36,8	40,9	26,7	31,9	44,0	44,1	39,2
Libye	23,8	43,8	42,3	14,7	19,8	1,3	21,8	10,3
Oman	10,3	5,9	8,3	-1,2	8,6	16,7	14,0	10,0
Qatar	25,0	25,4	28,7	10,2	26,7	30,2	29,6	26,8
Yémen	4,7	-7,0	-4,6	-10,2	-4,4	-3,0	-2,7	-4,0

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Administration centrale.²Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats d'Abu Dhabi, de Dubaï et de Sharjah.

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP: rétablir la viabilité macroéconomique et accélérer la croissance

Les gouvernements de transition des pays arabes sont parvenus à maintenir la stabilité macroéconomique malgré les incertitudes politiques, les épisodes de troubles sociaux et la montée du conflit en Syrie. Toutefois, les soldes budgétaires et extérieurs se détériorent et les progrès accomplis en vue de forger un consensus sur les réformes économiques nécessaires restent limités. Les taux de croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient rester faibles en 2012 en raison de l'essoufflement de l'économie mondiale, du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques, des tensions régionales et de l'incertitude persistante quant à l'action des pouvoirs publics. Une reprise modérée est prévue pour 2013. Le rétrécissement des marges budgétaires de sécurité et des réserves au cours de l'année écoulée laisse très peu de marge de manœuvre et exacerbe les vulnérabilités. Il est essentiel que les pouvoirs publics prennent sans tarder des mesures — et bénéficient d'un appui international rapide et adéquat — pour rétablir la viabilité macroéconomique et corriger les déficiences structurelles de longue date, afin de jeter les bases d'une croissance solidaire à moyen terme, et créer les emplois nécessaires à une population jeune et croissante. Il importe de mettre en place des filets de protection sociale ciblés en faveur des populations pauvres durant la transition.

Le ralentissement se poursuit en 2012, mais une reprise modérée est possible en 2013

Au cours des derniers mois, des progrès ont été observés dans la plupart des pays arabes en transition¹ par suite de l'élection de nouvelles équipes gouvernementales et de la mise en œuvre de réformes politiques en Égypte, en Jordanie, en Libye, au Maroc, en Tunisie et au Yémen. Par contre, en Syrie, le conflit a dégénéré en guerre civile depuis avril 2012 et a provoqué une crise humanitaire aux retombées de plus en plus graves dans les pays de la région, en particulier en Iraq, en Jordanie et au Liban (encadré 2.1). En dehors des pays arabes en transition, les échauffourées militaires se poursuivent entre le Soudan et le Soudan du Sud. Bien que l'Afghanistan, Djibouti, la Mauritanie et le Pakistan aient été relativement épargnés par l'instabilité politique qui règne dans la région, ils sont eux aussi en proie à leurs propres difficultés économiques et sociales.

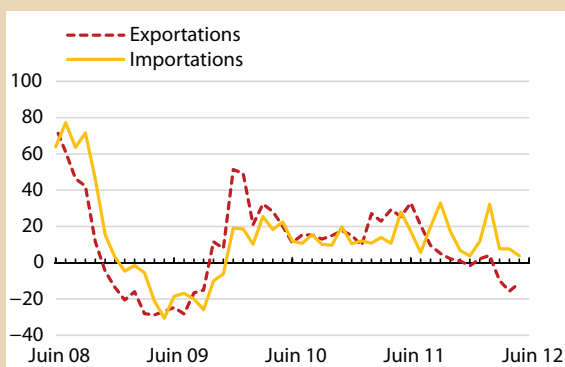
Préparé par Padamja Khandelwal avec le concours des équipes chargées des pays concernés.

¹L'analyse des pays arabes en transition présentée dans ce chapitre exclut la Libye et le Yémen, car ces pays sont des exportateurs de pétrole. Peu de données économiques étant disponibles sur la Syrie, les agrégats régionaux présentés ici ne couvrent pas ce pays, sauf indication contraire.

Graphique 2.1

Exportations et importations de biens

(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales.

L'environnement extérieur s'est également détérioré durant cette période : les prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques ont continué d'augmenter et l'activité économique des partenaires commerciaux, aussi bien l'Europe que les grands marchés émergents, s'est ralentie.

Ces facteurs exogènes pèsent sur l'activité économique de différentes manières : les exportations de marchandises, qui étaient restées relativement soutenues en 2011, se sont fortement contractées depuis le début de 2012 et n'ont pas encore amorcé de reprise (graphique 2.1);

Encadré 2.1

Les effets de la crise syrienne sur l'économie intérieure et ses retombées dans la région

Les troubles qui ont éclaté en Syrie ont dégénéré en guerre civile et déclenché une grave crise humanitaire. Bien que le conflit ait, au départ, été circonscrit aux zones rurales en proie à une grave sécheresse, il s'est propagé depuis la fin de 2011 aux zones urbaines, et notamment dans les principaux pôles commerciaux syriens. Au 30 septembre 2012, les organisations de droits de l'homme avaient signalé plus de 30.000 morts dues au conflit.

Le conflit a de vastes répercussions économiques. Ses effets directs, conjugués aux sanctions imposées par l'Union européenne, les États-Unis et la Ligue arabe, ont paralysé la croissance en raison de la chute des échanges, du tourisme et de l'investissement privé et de la destruction des infrastructures. Le secteur bancaire souffre de l'érosion de la confiance du secteur privé, et les banques étrangères hésitent de plus en plus à accorder des crédits commerciaux à la Syrie. Le taux de change officiel et celui du marché noir se sont dépréciés de 44 % et 35 %, respectivement, entre mars 2011 et septembre 2012 (graphique 1).

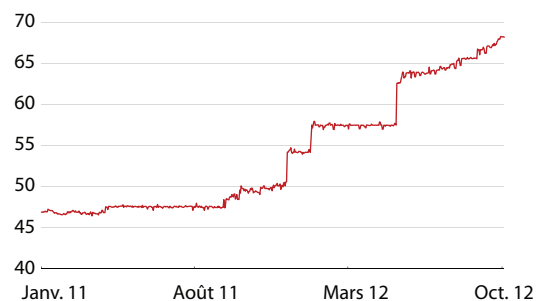
Le conflit a également des retombées sur les pays voisins. Selon les estimations, les réfugiés auraient atteint le nombre de 300.000 à 400.000 à la fin de septembre 2012, ce qui représente une lourde charge budgétaire pour les pays d'accueil, c'est-à-dire l'Iraq, la Jordanie et le Liban (graphique 2). L'activité économique des pays voisins de la Syrie a également souffert, principalement par suite de la réduction du tourisme régional et du renchérissement des échanges bilatéraux et du commerce de transit. Les déplacements au Liban, par exemple, ont diminué par suite du conflit de même que les échanges entre l'Iraq, la Jordanie et le Liban passant par la Syrie. La crainte que les pays voisins ne soient entraînés dans le conflit contribue à ébranler davantage la confiance.

Préparé par Ouassama Kanaan et Randa Sab.

Graphique 1

Taux de change officiel

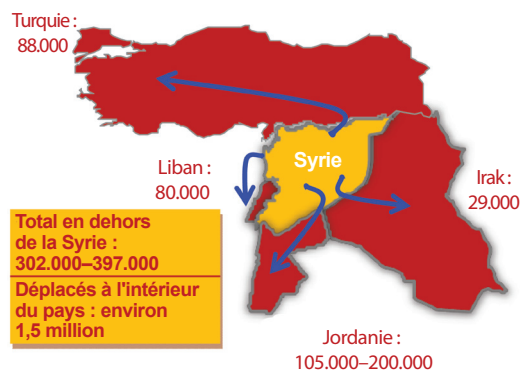
(Livre syrienne pour 1 dollar)



Source : Bloomberg.

Graphique 2

Flux de réfugiés en provenance de la Syrie



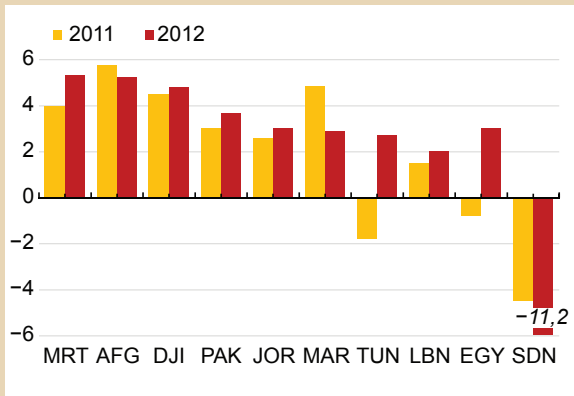
Sources : HCNUR; autorités jordaniennes; Internal Displacement Monitoring Centre; estimations des services du FMI au 27 septembre 2012.

la facture des importations s'alourdit par suite du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques; les flux de tourisme ont diminué dans certains pays, et ne reprennent que lentement dans d'autres; enfin les entrées d'investissements directs étrangers restent faibles. Les perturbations dans l'approvisionnement en gaz de la Jordanie

et la sécheresse au Maroc sont parmi les plus importants facteurs locaux qui ont compromis la croissance en 2012. En revanche, les investissements notables effectués dans les opérations minières et l'infrastructure en Mauritanie, l'intensification des activités portuaires à Djibouti et la demande libyenne d'exportations tunisiennes ont tous des effets positifs.

Graphique 2.2

Croissance du PIB réel similaire en 2011 et en 2012
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



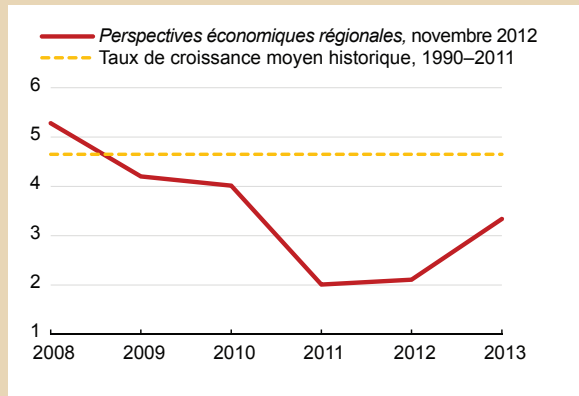
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Les politiques macroéconomiques ne stimulent que faiblement l'activité économique. De nombreux pays de la région ont fortement accru les subventions en 2011 pour réagir au renchérissement des produits alimentaires et énergétiques et aux revendications sociales. Ce type de dépenses profite toutefois principalement aux mieux nantis et est un moyen peu efficace de protéger les groupes vulnérables. Les investissements publics ont pendant ce temps diminué dans certains pays, ce qui bride la croissance actuelle et future. En 2012, les autorités nationales n'ont plus qu'un espace budgétaire limité pour pouvoir prendre de nouvelles mesures de relance. Par ailleurs, dans les pays dirigés par des gouvernements de transition, les grandes incertitudes liées aux politiques à moyen terme exercent un effet dissuasif sur l'investissement privé, d'où un moindre potentiel de croissance à court terme. Compte tenu de tous ces facteurs, les prévisions tablent pour 2012 sur une croissance aussi faible qu'en 2011 (graphique 2.2).

Le scénario de référence pour 2013 retient l'hypothèse d'une amélioration régulière de la stabilité politique dans la plupart des pays arabes en transition, mais la poursuite du statu quo en Syrie et des retombées du conflit dans la région. Sur cette base, les perspectives des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP restent difficiles, comme cela a été le cas lors de phases de transition politique similaires (encadré 2.2). Une reprise, modeste dans l'ensemble, est prévue pour 2013, car

Graphique 2.3

Faible reprise en 2013
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

certain facteurs devraient stimuler la croissance en Afghanistan, à Djibouti, au Maroc et en Mauritanie. Elle devrait, en revanche, rester inférieure aux tendances à long terme dans d'autres pays, et les projections indiquent une aggravation du chômage en raison de l'atonie persistante de la demande extérieure, des prix élevés des produits alimentaires et énergétiques, des tensions régionales et des incertitudes politiques (graphique 2.3).

Une inflation stable dans la plupart des pays, mais sur fond d'inquiétudes grandissantes

La hausse des taux d'inflation globale, alimentaire et sous-jacente observée dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP depuis la fin de 2011 s'explique essentiellement par l'évolution de la situation au Soudan où les prix ont fait un bond à la suite de la forte dévaluation du taux de change sur les marchés officiel et parallèle et de la monétisation du déficit (graphique 2.4).

L'inflation sous-jacente s'est quelque peu accélérée ailleurs, mais a toutefois diminué dans d'autres pays. Elle augmente légèrement au Pakistan et en Tunisie depuis la fin de 2011 sous l'effet de politiques monétaires accommodantes et d'une légère dépréciation nominale. Cette poussée de l'inflation sous-jacente a été contrebalancée par

Encadré 2.2

Les rouages économiques des transitions politiques

Un an et demi après le réveil arabe, les pays arabes en transition traversent une phase de repli économique et leurs vulnérabilités macroéconomiques s'accroissent. Le présent encadré examine différentes transitions antérieures afin de déceler des tendances communes dans les grandes variables macroéconomiques, et d'en tirer des enseignements pour les pays arabes en transition.

Nous avons recensé des transitions politiques similaires à celles du réveil arabe, notamment dans des pays ayant connu des périodes de forte instabilité politique et de graves troubles sociaux. À partir des données de Cross-National Time-Series (CNTS) Data Archive et de BBC News, nous avons relevé tous les événements comparables dans des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire. Les recherches ont permis de constituer un échantillon de 11 épisodes d'instabilité politique d'une intensité à peu près similaire à celle observée durant le réveil arabe¹.

Dans ces épisodes, l'instabilité politique s'est accompagnée d'une forte contraction de la production et des investissements.

Les pays ont enregistré une baisse de leur production durant l'année d'instabilité politique (partie ombrée du graphique 1), en même temps qu'une baisse du PIB réel de plus de 4 % en moyenne². Les taux de croissance effectifs sont tombés à un niveau inférieur à la tendance dans tous les pays durant l'année considérée et durant les deux années suivantes. Les taux de chômage ont augmenté, d'environ 1 à 1½ point de pourcentage, en moyenne, au cours des deux années qui ont suivi le début de la phase d'instabilité politique et il a fallu entre quatre et cinq ans pour que la situation se rétablisse. Comme cela se produit généralement en phase de ralentissement, la consommation a résisté tandis que les investissements ont chuté. Les investissements publics et privés ont diminué d'environ 20 % en moyenne durant l'année d'instabilité, et sont restés faibles au cours des années suivantes.

Préparé par Padamja Khandelwal et Agustín Roitman.

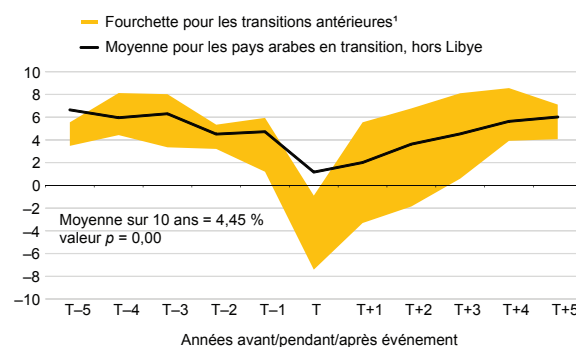
¹ Les 11 cas retenus sont : l'Afrique du Sud (1990–94), l'Albanie (1997–98), l'Argentine (2001–03), la Corée (1980–81), la Côte d'Ivoire (2000–01), le Honduras (2009–10), Madagascar (2002), Myanmar (1988–90), le Paraguay (1999–03), les Philippines (1983–87) et le Togo (1991–93). Les données de Cross-National Time-Series Data Archive peuvent être consultées à partir du site <http://www.databanksinternational.com>.

² Les graphiques 1 à 3 indiquent : i) la moyenne sur 10 ans de la variable avant l'année T , et ii) la valeur p du test t , l'hypothèse nulle étant que les valeurs à l'année T sont les mêmes que celles des années précédentes.

Graphique 1

Croissance du PIB réel

(En pourcentage)



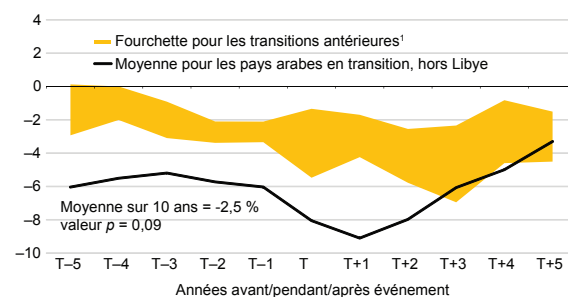
Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

¹ Écart entre le premier et le troisième quartile.

Graphique 2

Solde budgétaire global

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

¹ Écart entre le premier et le troisième quartile.

Encadré 2.2 (fin)

Les positions budgétaires se sont dégradées durant la période d'instabilité politique, pour ne s'améliorer que lentement par la suite. Les soldes budgétaires globaux se sont fortement détériorés durant l'année considérée et au cours des deux années suivantes par suite de la réduction des recettes et de l'augmentation des dépenses. Les soldes budgétaires ne sont revenus aux niveaux qu'ils avaient avant la crise qu'à l'année T+4 (graphique 2), ce qui a eu des répercussions défavorables sur la dette publique (en pourcentage du PIB).

À moyen terme, les déficits courants ont diminué dans de nombreux pays. Dix des 11 pays affichaient d'importants déficits lorsque la crise a éclaté (graphique 3). Durant la période d'instabilité politique, ces déficits, déjà élevés, et les difficultés à obtenir des financements extérieurs en raison de la crise ont généralement provoqué une contraction des réserves internationales. Les réserves se sont lentement améliorées, pour retrouver les niveaux antérieurs à la crise environ au bout de quatre ans. À moyen terme, toutefois, à l'année T+5, le solde des transactions courantes s'était considérablement amélioré dans sept pays, tandis que le déficit s'était encore creusé dans les quatre autres³.

Les phases d'instabilité politique et de conflit reviennent souvent, mais des réformes de gouvernance et de politique économique peuvent en réduire la probabilité. Des études empiriques en cours montrent qu'il est impératif d'améliorer la gouvernance et les institutions dans les pays arabes en transition. La première constate que les pays qui ont des antécédents de conflit interne courent un risque élevé de conflits ultérieurs. La mise en œuvre de politiques soutenant la croissance, la réforme d'institutions dysfonctionnelles et l'adoption de mesures pour remédier aux besoins pressants peuvent contribuer à réduire le risque de nouveaux conflits. La deuxième étude observe qu'au cours des années qui suivent une période d'instabilité politique, la production est fonction de la capacité du pays à réformer la gouvernance et l'économie. Les pays qui, au départ, avaient une meilleure gouvernance, ont en moyenne une probabilité plus faible de connaître des périodes d'instabilité, ce qui porte à croire que les réformes réduisent le risque d'une répétition des périodes d'instabilité politique.

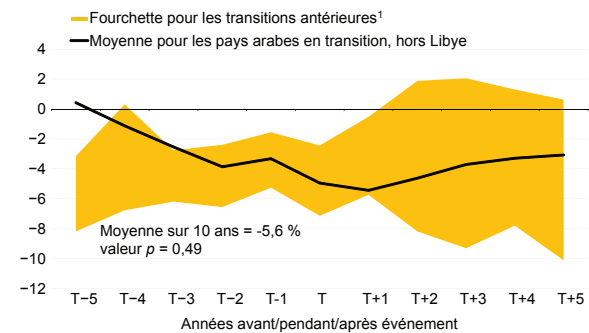
De nombreuses tendances économiques observées lors de précédents épisodes d'instabilité politique deviennent manifestes dans les pays arabes en transition (courbe en trait épais des graphiques 1 à 3). La production a diminué en 2011 en Égypte, en Libye, en Tunisie et au Yémen, mais est restée plus stable en Jordanie et au Maroc. La stabilité macroéconomique a été compromise, car les déficits budgétaires des pays arabes en transition, déjà importants avant la crise, se sont creusés, comme ils l'avaient fait lors d'épisodes précédents. Les déficits courants se sont également aggravés dans les pays arabes en transition et les réserves internationales ont diminué. L'inflation est restée relativement faible dans la plupart de ces pays en raison de l'atonie de la demande globale. L'évolution future de la situation sera largement tributaire des mesures que prendront les pouvoirs publics. Le rééquilibrage budgétaire auquel ces pays ont l'intention de procéder est plus important que ceux réalisés durant les épisodes antérieurs d'instabilité politique, et l'ajustement extérieur plus progressif. Selon les projections, le PIB réel devrait retrouver son niveau tendanciel à long terme au bout de quatre à cinq ans, comme dans les cas précédents, bien que de manière plus progressive, car dans les pays arabes en transition, il avait initialement baissé moins que dans les épisodes précédents.

³ Les corrélations de paires (qui ne sont pas indiquées ici) montrent que les améliorations à moyen terme des déficits courants allaient de pair avec une dépréciation du taux de change réel et des gains des termes de l'échange.

Graphique 3

Solde des transactions courantes

(En pourcentage du PIB)



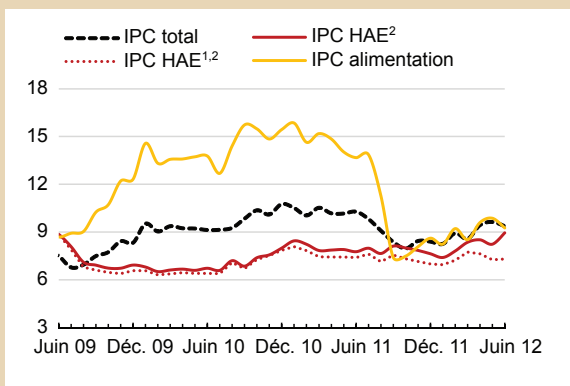
Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

¹ Écart entre le premier et le troisième quartile.

Graphique 2.4

Tensions inflationnistes

(Prix à la consommation; moyenne de la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales.

¹Hors Soudan.

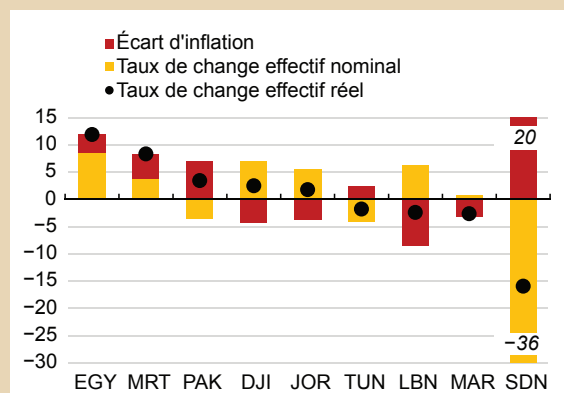
²Hors alimentation et énergie.

un ralentissement dans d'autres pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, où les tensions inflationnistes sont tempérées par la faiblesse de la demande globale et une appréciation limitée du taux de change effectif nominal due à la solidité du dollar américain (graphique 2.5). L'inflation devrait s'accroître en Égypte, au Maroc et en Tunisie où les pouvoirs publics prévoient de répercuter dans une plus large mesure la hausse des prix et de réduire les subventions aux produits de base et à l'énergie.

Graphique 2.5

Appréciation de la monnaie dans certains pays

(Variation en pourcentage de juillet 2011 à juillet 2012; hausse = appréciation)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

La politique monétaire devra réagir aux effets de second tour d'une plus forte répercussion de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques, afin de continuer à maîtriser les anticipations inflationnistes. Bien que l'on observe une augmentation des capacités inutilisées, on peut craindre des tensions inflationnistes en raison de la vulnérabilité manifestée par de nombreux pays de la région aux chocs inflationnistes liés à l'offre durant les phases de repli précédentes (encadré 2.3). À l'évidence, la politique monétaire doit rester accommodante face aux effets immédiats de la hausse des prix, mais sans perdre de vue l'inflation sous-jacente comme important indicateur de l'inflation intérieure. En tout état de cause, les autorités devront rester vigilantes afin de détecter toute accélération de l'inflation globale et sous-jacente, et prendre des mesures si les effets de second tour commencent à se manifester ou si le relèvement des traitements et salaires dans le secteur public accordé l'an dernier se répercute sur le secteur privé par suite de la reprise économique qui devrait s'amorcer dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP en 2013 (annexe 2.1).

Les déficits extérieurs se creusent et les réserves de sécurité diminuent

Les déficits courants devraient se creuser en 2012 dans de nombreux pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les envois de fonds sont restés stables, mais l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie, le Pakistan, le Soudan et la Tunisie ont enregistré une diminution de leurs exportations globales de marchandises durant l'année. Cette baisse peut être imputée à la récession dans la zone euro et au ralentissement de la croissance dans les marchés émergents, à la baisse des prix des produits de base primaires hors énergie, à la paralysie du transit des marchandises par la Syrie, aux perturbations des activités minières en Jordanie et en Mauritanie et à la sécession du Soudan du Sud. Les entrées de touristes reprennent, bien que lentement, et restent sensiblement inférieures à celles enregistrées en 2010 en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie (graphique 2.6). Le nombre de touristes étrangers a, en revanche, diminué au Liban et au Maroc en

Encadré 2.3

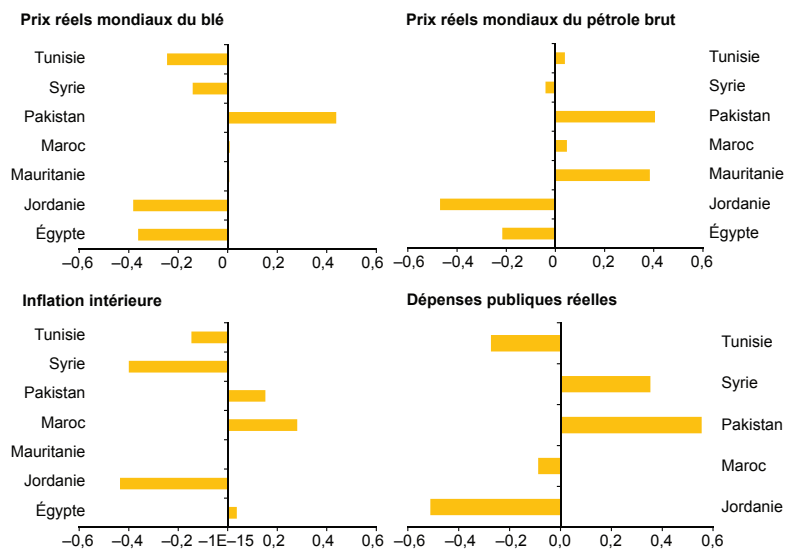
La sortie d'une phase de repli : leçons tirées de cycles économiques antérieurs

Nous avons analysé l'évolution des grandes variables macroéconomiques au cours des cycles économiques précédents (période 1962–2011) dans le but de mieux éclairer les choix de politique économique des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les principales conclusions de cette analyse sont présentées ci-après :

La montée des prix des produits alimentaires et énergétiques contribuera probablement à ralentir davantage l'activité économique dans la plupart des pays. L'analyse fait ressortir l'existence d'une relation négative entre les chocs sur les prix mondiaux du blé et la production dans le cas de l'Égypte, de la Jordanie, de la Syrie et de la Tunisie. L'inverse se produit dans le cas du Pakistan, qui est un important producteur agricole. Les données mettent aussi en évidence une étroite relation négative entre les chocs sur les prix mondiaux du pétrole et la production en Jordanie, en raison de sa dépendance envers le pétrole importé. En revanche, on observe une relation positive en Mauritanie (qui pourrait tenir à l'importance de son secteur minier et à la covariation des prix des produits de base) et au Pakistan (en raison, peut-être, de l'expansion de son secteur pétrochimique).

L'augmentation des prix des produits alimentaires et énergétiques pourrait entraîner une inflation liée à l'offre. L'existence d'une étroite relation négative entre l'inflation et les variations de la production durant le cycle économique — comme en Jordanie, en Syrie et en Tunisie — indique que l'inflation est probablement due aux chocs de l'offre. Par contre, une relation positive, comme au Maroc et au Pakistan, semble signaler que l'inflation résulte probablement dans ces pays des pressions exercées par la demande. Dans le cas de l'Égypte et de la Mauritanie, il semble que les facteurs liés à la demande et à l'offre aient une contribution relativement similaire.

Corrélation contemporaine de variables avec les fluctuations de la production, 1962–2011¹



Source : FMI (2012d).

¹Les fluctuations de la production sont mesurées par les écarts de la production effective par rapport au potentiel. Le filtre passe-bande idéal (Corbae et Ouliaris, 2006) est employé pour calculer la production potentielle, les chocs sur l'inflation, ainsi que les prix mondiaux de l'alimentation et les carburants.

Encadré 2.3 (fin)

Les dépenses publiques sont procycliques dans certains pays. Une politique budgétaire procyclique (anticyclique) suppose une augmentation (diminution) des dépenses durant les phases d'expansion et produit une relation positive (négative) entre les variations des dépenses et de la production. Seules la Jordanie et la Tunisie mettent en évidence des dépenses budgétaires anticycliques; les dépenses budgétaires étaient fortement procycliques au Pakistan et en Syrie et acycliques au Maroc (voir le graphique).

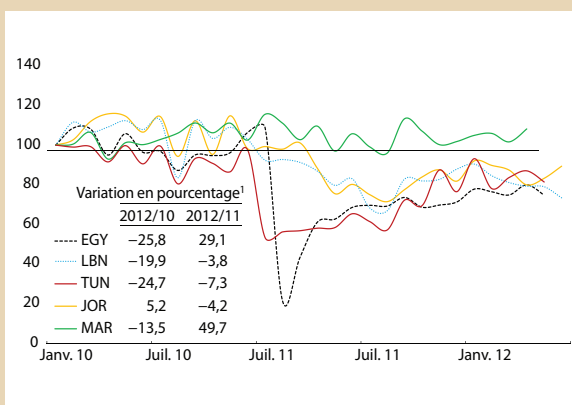
Il ressort de ces observations que durant la phase actuelle de ralentissement, la hausse des prix, déjà élevés, des produits alimentaires et énergétiques risque de peser sur la croissance et de provoquer une inflation au niveau de l'offre; aussi faut-il être vigilant face aux risques d'effets de second tour. De nombreux pays importateurs de pétrole pourraient manquer de marge de manœuvre pour entreprendre une politique budgétaire anticyclique, vu la diminution des marges budgétaires de sécurité.

Préparé par Padamja Khandelwal et Paul Cashin.

Graphique 2.6

Arrivées de touristes étrangers

(Indice; janvier 2010 = 100, corrigé des variations saisonnières)

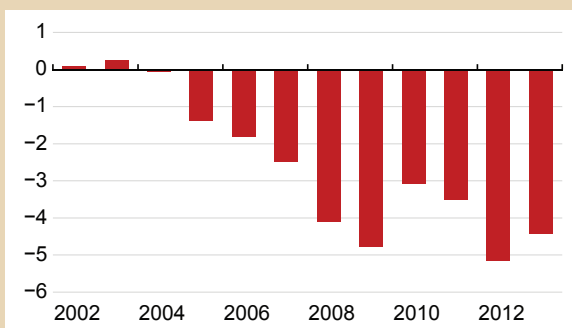


Sources : Haver Analytics; autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Croissance sur un an; mois le plus récent.

Graphique 2.7

Nouvelle hausse des déficits extérieurs courants

(Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : en pourcentage du PIB)



Source : FMI (2012d).

2012 en raison, dans le cas du Liban, des retombées de la situation en Syrie et, dans celui du Maroc, de la situation économique en Europe. De plus, la persistance des cours élevés des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés internationaux continue d'alourdir la facture d'importation. Selon les projections pour 2013, le déficit courant global devrait s'améliorer quelque peu, par suite de l'amorce d'une modeste reprise en Europe, mais il restera trop élevé pour être viable (graphique 2.7).

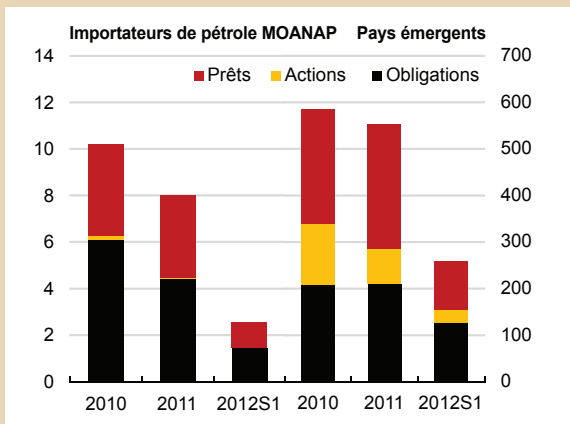
La situation mondiale et les incertitudes caractérisant les politiques intérieures continuent de peser sur les flux de capitaux. Les investissements directs étrangers devraient s'être légèrement contractés par rapport aux niveaux, déjà faibles, de 2011. Les émissions de titres sur les marchés de capitaux internationaux ont continué de diminuer au premier semestre de 2012, en particulier en Égypte, au Liban et au Pakistan, et ce dans une plus large mesure que dans d'autres marchés émergents (graphique 2.8). Par ailleurs, les financements publics extérieurs bilatéraux et multilatéraux des pays du CCG, du G-8, du FMI et d'autres institutions financières internationales ont aidé l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie à maintenir leurs marges budgétaires de sécurité, mais sans être à la hauteur des besoins de financement (graphique 2.9).

Malgré l'appui de sources publiques, les réserves officielles internationales ont continué de chuter dans de nombreux pays en 2012. La baisse cumulée des réserves depuis la fin de 2010 est de l'ordre de 60 % pour l'Égypte, de 47 % pour la Jordanie, de 36 %

Graphique 2.8

Émissions internationales d'obligations, d'actions et de prêts¹

(En milliards de dollars)



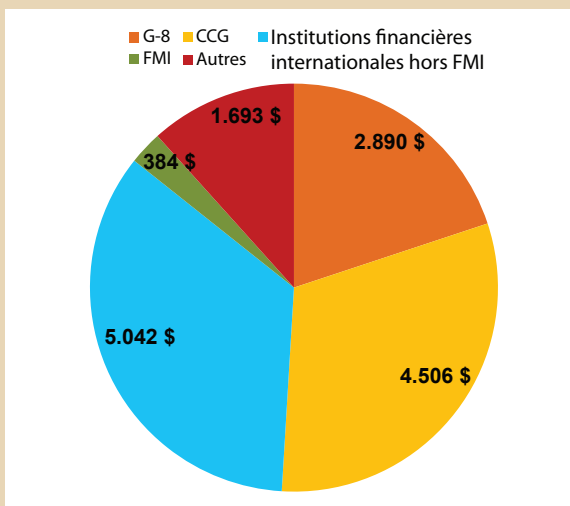
Source : Dealogic.

¹Y compris Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan et Tunisie.

Graphique 2.9

Financement officiel décaissé depuis le réveil arabe¹

(En millions de dollars)



Source : autorités nationales.

¹Reçu avant août 2012 ou dernières données disponibles. Y compris Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie.

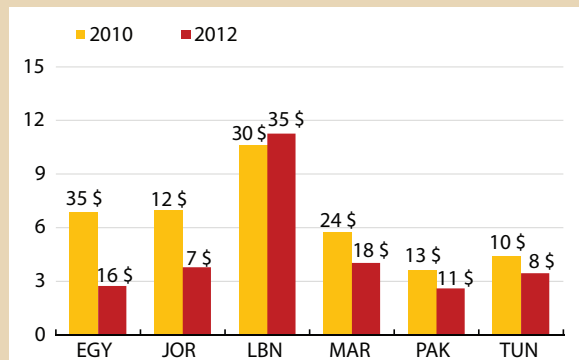
pour la Tunisie, de 29 % pour le Maroc et de 20 % pour le Pakistan.

La contraction des réserves suscite des préoccupations dans de nombreux pays. Plusieurs indices permettent de mesurer le volume des réserves nécessaires — en mois d'importations,

Graphique 2.10

Baisse des réserves de change brutes

(En mois d'importations et en milliards de dollars)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

en pourcentage de la dette à court terme, et en pourcentage de la masse monétaire au sens large. En partant de ces indicateurs traditionnels, le volume des réserves peut être jugé préoccupant en Égypte et au Pakistan, tandis qu'il est dans l'ensemble adéquat, pour le moment, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, encore qu'il puisse difficilement absorber de nouvelles pertes (graphique 2.10).

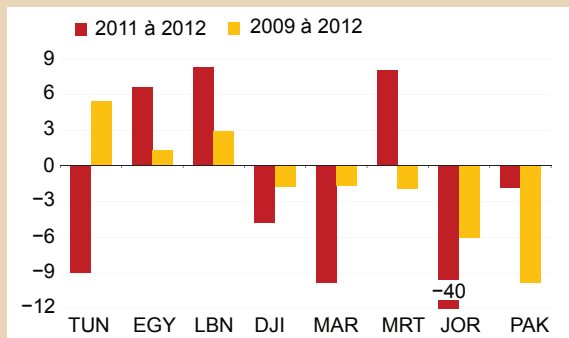
Il est nécessaire d'accroître la flexibilité du taux de change

L'aggravation des déficits courants de nombreux pays depuis 2004 met sans doute en évidence la nécessité d'un ajustement des prix relatifs qui contribuerait à réduire les déséquilibres extérieurs structurels. Ces déficits tiennent, en partie, à une réduction temporaire des exportations et du tourisme, elle-même imputable aux troubles politiques nationaux et régionaux, mais aussi, dans certains cas, à des facteurs plus durables comme l'ampleur des déficits budgétaires et les chocs défavorables des termes de l'échange (graphique 2.11). Les données empiriques montrent que la réduction du déficit budgétaire peut faciliter la dépréciation du taux de change réel et réduire le déficit courant. Par ailleurs, les pays confrontés à des chocs négatifs de leurs termes de l'échange affichent de meilleurs résultats lorsqu'ils laissent leur taux de change réel se déprécier.

Graphique 2.11

Détérioration des termes de l'échange dans beaucoup de pays

(Variation en pourcentage; hausse = amélioration)



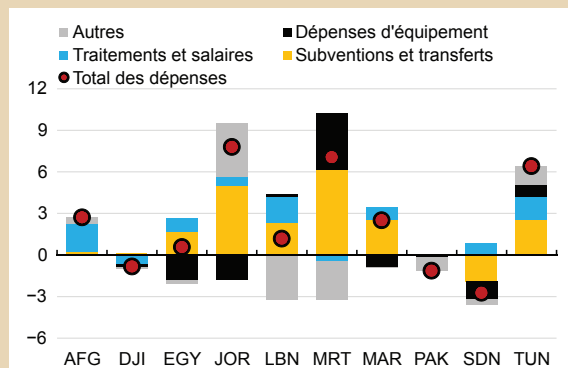
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Dans les pays où la dégradation des soldes extérieurs est jugée temporaire et dont les taux de change réel cadrent, dans l'ensemble, avec les fondamentaux, il serait souhaitable de mobiliser des financements extérieurs et de limiter les fluctuations du taux de change pour maintenir la stabilité des prix. Dans les pays confrontés à des problèmes plus structurels, retarder l'ajustement des taux de change tandis que les réserves continuent de diminuer pourrait éroder la crédibilité des autorités monétaires et accroître le risque ultérieur de mouvements désordonnés des taux de change. Les responsables économiques doivent prendre en compte le fait que la dévaluation de la monnaie peut non seulement accroître l'inflation et le coût budgétaire des subventions, mais aussi avoir des répercussions sur la valeur des engagements extérieurs. Une action rapide — tant que les marges budgétaires de sécurité sont suffisantes pour permettre une transition ordonnée à un taux de change plus flexible — appuyée par une communication appropriée avec les marchés, pourrait contribuer à réduire ces risques. Pour autant que le maintien de régimes de change étroitement contrôlés dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP soit jugé essentiel à la stabilité des prix, il faudrait alors plutôt opérer un rééquilibrage budgétaire important pour pouvoir obtenir l'ajustement des prix relatifs requis. Ce rééquilibrage pourrait toutefois s'avérer plus coûteux sur le plan de la production et du bien-être que l'assouplissement du système de change.

Graphique 2.12

Augmentation des dépenses publiques

(En pourcentage du PIB, 2012 par rapport à 2010)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Montée des subventions et dégradation des positions budgétaires

Depuis 2010, les tensions grandissantes en faveur des dépenses sociales face aux troubles sociaux et au renchérissement des produits alimentaires et énergétiques ont donné lieu à une forte augmentation des dépenses courantes (en pourcentage du PIB). Cet accroissement n'a, pour une large part, pas été ciblé sur les populations pauvres. Il concerne pour l'essentiel les subventions des produits énergétiques et alimentaires et la masse salariale du secteur public en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie (graphique 2.12), encore que la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie aient récemment pris des mesures pour réduire les subventions non ciblées. Hormis au Liban, en Mauritanie et en Tunisie, les dépenses de capital (en pourcentage du PIB) ont été comprimées pour contrebalancer dans une certaine mesure l'augmentation des dépenses courantes. Les recettes en pourcentage du PIB ont également diminué en Égypte, en Jordanie, au Maroc et au Pakistan par suite du jeu des stabilisateurs automatiques durant la phase de ralentissement économique, de l'octroi d'exonérations et d'abattements fiscaux, et de troubles sociaux.

Le solde budgétaire global des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP s'est détérioré

de près de 2¼ % du PIB, en moyenne, par rapport à 2010. La majeure partie des pays de la région ont maintenu des politiques budgétaires anticycliques en 2011; en 2012, les autorités ont réduit à divers degrés leurs efforts de relance budgétaire en Jordanie, au Maroc, au Pakistan et au Soudan, et ont adopté une orientation procyclique en raison des contraintes de financement et des préoccupations suscitées par la viabilité de la dette. La perte de recettes pétrolières au Soudan et la diminution de l'aide des bailleurs de fonds en Cisjordanie et Gaza (encadré 2.4) ont également joué un rôle important à cet égard.

Durant ces dernières années, de nombreux pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont fait appel aux banques intérieures pour financer leur déficit budgétaire, en raison de la rétrogradation de leurs notes souveraines et du creusement des écarts de taux sur les marchés financiers internationaux. L'augmentation des concours des banques commerciales à l'État a sensiblement dépassé la croissance des dépôts, d'où une compression du crédit disponible pour le secteur privé (graphiques 2.13 et 2.14) et une montée des taux des bons du Trésor égyptiens et jordaniens.

Les niveaux d'endettement augmentent, un rééquilibrage s'impose

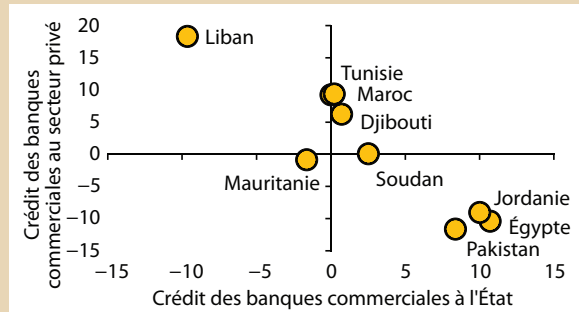
Les niveaux d'endettement ont augmenté dans la plupart des pays. À la fin de 2010, le volume moyen de la dette publique brute des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (à l'exclusion de la Syrie) était de l'ordre de 68 %, la dette du Liban représentant plus de 100 % de son PIB. La Tunisie affiche un degré d'endettement moindre, proche de 40 % du PIB. Les ajustements de valeur liés à la dépréciation de la monnaie soudanaise, l'augmentation du coût des emprunts, l'aggravation des déficits budgétaires et la diminution des taux de croissance ont engendré une forte poussée du volume moyen de la dette publique, qui devrait atteindre près de 73 % du PIB à la fin de 2012.

Réduire la dette du secteur public à moyen terme ne sera sans doute pas une tâche aisée. Si les

Graphique 2.13

Baisse du crédit au secteur privé

(Variation de fin 2008 aux dernières données disponibles, en pourcentage du PIB)

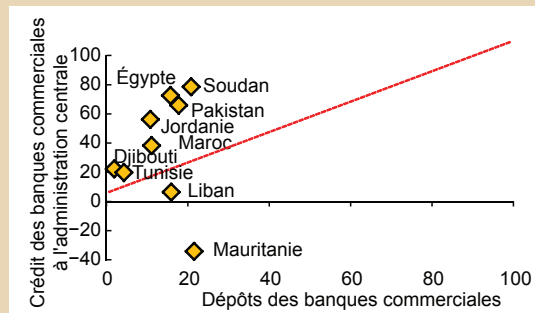


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 2.14

Progression du financement du budget plus rapide que celle des dépôts

(Variation en pourcentage depuis fin 2010)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

politiques actuelles perdurent, la dette publique moyenne continuera de dépasser 60 % du PIB à moyen terme malgré l'important rééquilibrage des finances publiques prévu dans certains pays sur la période 2013–14 et le maintien d'un écart favorable entre le taux d'intérêt et le taux de croissance, qui résultera probablement de la prise de dispositions financières contraignantes (graphique 2.15). Le déficit primaire corrigé des variations cycliques est, ici, le déficit primaire structurel obtenu par élimination de l'impact de la variation de la production durant le cycle économique sur les recettes et les dépenses budgétaires². Comme le montre le graphique 2.15,

²La composante cyclique du déficit primaire est la différence entre le déficit primaire et le déficit primaire corrigé des variations conjoncturelles.

Cisjordanie et Gaza : sortir d'un mode de gestion de crise

En raison de la forte contraction de l'aide des bailleurs de fonds, depuis le début de 2011 l'Autorité palestinienne se heurte à de graves difficultés de financement qui ont abouti à une crise budgétaire durant l'été 2012. En 2008–10, l'Autorité palestinienne a réalisé d'importants progrès dans le renforcement des institutions et la gestion prudente des finances publiques, ce qui lui a permis de réduire les besoins récurrents d'aide, de 1,8 milliard à 1,1 milliard de dollars. Toutefois, depuis 2011, l'aide est nettement inférieure aux montants nécessaires pour financer des budgets déjà restreints. Ces problèmes ont été aggravés par l'insuffisance des recettes due au ralentissement de la croissance économique et au montant plus faible que prévu des recettes fiscales. Il s'en est suivi une rapide accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et les emprunts ont atteint les plafonds de crédit des banques commerciales locales.

Faute d'une solution rapide, les difficultés de financement persistantes de l'Autorité palestinienne auront de graves répercussions. Étant donné la latitude limitée dont elle dispose pour accumuler de nouveaux arriérés et contracter de nouvelles dettes, l'Autorité palestinienne serait obligée d'abaisser les salaires dans le secteur public et de réduire les dépenses de fonctionnement essentielles. Il lui serait donc impossible de fonctionner normalement, ce qui pourrait éroder les progrès institutionnels accomplis au cours des dernières années. Les salaires des employés du secteur public ont déjà été versés en retard à plusieurs reprises et ont dû être financés par des avances sur recettes d'Israël. L'assistance aux plus défavorisés risque par ailleurs d'être réduite, ce qui pourrait attiser les tensions sociales. Enfin, l'accumulation d'arriérés intérieurs ne pourra qu'affaiblir la confiance du secteur privé dans la capacité du gouvernement à honorer ses obligations de paiement.

L'Autorité palestinienne, Israël et les bailleurs de fonds devront mener une action concertée pour faire face à la crise budgétaire immédiate et appuyer une amélioration durable des conditions de vie des Palestiniens.

Premièrement, il importe que l'Autorité palestinienne se prépare à l'éventualité d'une diminution persistante de l'aide en maîtrisant le déficit. Plusieurs mesures ont déjà été annoncées, dont des limites rigides à l'emploi dans le secteur public et un meilleur ciblage des allocations aux employés. Il faudra continuer de hiérarchiser les autres dépenses et de renforcer la gestion de trésorerie pour s'assurer que les compressions s'effectuent essentiellement au niveau des dépenses non essentielles. Il importera de poursuivre le renforcement de l'administration fiscale en élargissant l'assiette et en améliorant le respect des obligations fiscales. Il sera également important d'activer la mise en œuvre des réformes de la fonction publique et des pensions et de renforcer le cadre juridique des entreprises.

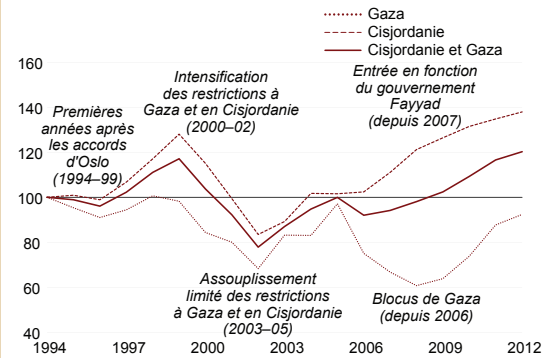
Deuxièmement, les récents accords entre l'Autorité palestinienne et Israël sur des mesures visant à renforcer la collecte des recettes fiscal-douanières et à réduire les déperditions constituent un important progrès dans le cadre de la coopération économique bilatérale, sachant que les transferts de recettes fiscal-douanières représentent l'essentiel des revenus de l'Autorité palestinienne. Un élargissement de cette coopération, en relâchant les restrictions imposées au commerce extérieur et aux mouvements de marchandises et de personnes, contribuerait à améliorer la croissance du secteur privé et l'emploi et à réduire fortement la dépendance de l'Autorité palestinienne envers l'aide. Au cours des 20 dernières années, le PIB réel par habitant a été largement influencé par l'intensité de ces restrictions (voir le graphique).

Enfin, il est essentiel que les efforts déployés par l'Autorité palestinienne soient appuyés par le décaissement rapide d'une aide supplémentaire pour éviter l'accumulation de nouveaux arriérés et de dettes envers les banques commerciales et prévenir de graves perturbations des opérations fondamentales de l'Autorité palestinienne. Le prompt versement de l'aide est essentiel au maintien d'une trajectoire d'ajustement budgétaire ordonnée et d'un renforcement des institutions vers un État palestinien autosuffisant.

Préparé par Oussama Kanaan, Udo Kock et Mariusz Sumlinski. Pour un examen approfondi de la question, voir Kanaan, Kock et Sumlinski (2012).

Croissance du PIB réel par habitant

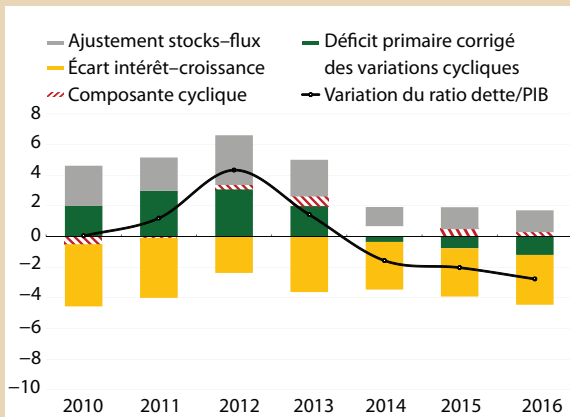
(Indice; 1994 = 100)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Graphique 2.15

Contribution à l'accumulation de dettes
(Pourcentage, 2010–16)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

si les politiques actuelles se poursuivent, le déficit primaire corrigé des variations conjoncturelles devient négatif (un excédent apparaît) à l'horizon 2014, et s'accompagne d'un ajustement programmé de 1 % à 2 % du PIB par an en 2013–14, et minime par la suite. Sur cette trajectoire, les vulnérabilités budgétaires restent importantes à moyen terme — tout dérapage budgétaire, augmentation des taux d'intérêts mondiaux (par rapport aux faibles niveaux actuels) pesant sur les taux d'intérêt intérieur, ou tout ralentissement de la croissance, auraient pour effet d'exacerber une situation déjà difficile.

Le secteur financier affiche des résultats contrastés

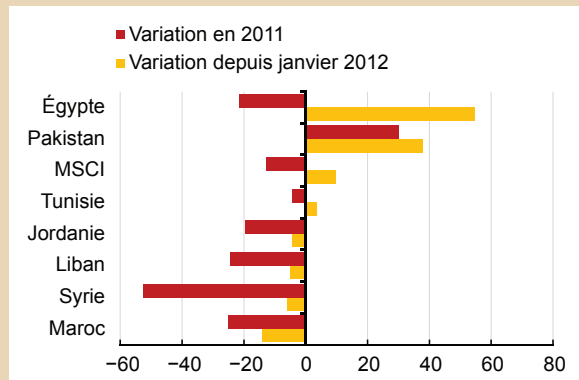
Les indicateurs rétrospectifs du secteur financier font état, pour le moment, d'un impact limité du ralentissement économique mondial et régional. La détérioration de la qualité des actifs sous-jacents peut être masquée à court terme par un accroissement des concours de l'État et par une certaine tolérance réglementaire dans certains pays. Il n'en demeure pas moins, d'après les données communiquées, que les prêts improductifs ont augmenté en pourcentage du total des prêts à Djibouti, en Jordanie, au Soudan et en Tunisie au cours de l'année écoulée.

Malgré les liens étroits de certains pays avec les banques européennes, les répercussions financières

Graphique 2.16

Indices boursiers en hausse dans certains pays, en baisse dans d'autres

(En pourcentage; données jusqu'au 2 octobre 2012)



Source : Bloomberg.

directes sous la forme d'une réduction de l'effet de levier resteront probablement limitées dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (encadré 2.5). Dans le cas du Liban, les engagements des banques en Syrie, constitués par les actifs de leurs filiales et leurs prêts transfrontaliers, pourraient provoquer d'éventuelles retombées négatives.

De par leur nature prospective, les marchés des valeurs mobilières de certains pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont récupéré une partie des pertes enregistrées en 2011. Les bourses égyptienne et pakistanaise ont enregistré les gains les plus importants en 2012, suivies par la Tunisie (graphique 2.16). En revanche, l'activité boursière a poursuivi son repli en Jordanie, au Liban et au Maroc. L'écart de rendement des obligations souveraines s'est récemment rétréci en Égypte et en Jordanie (où la situation politique est relativement moins incertaine), mais il s'est creusé au Liban par suite de l'aggravation des risques et des retombées du conflit syrien depuis mai 2012 (graphique 2.17).

De considérables risques baissiers

Bien que la croissance reste morose et que les marges de manœuvre aient considérablement diminué, la région est confrontée à d'importants risques baissiers, notamment du fait des incertitudes politiques persistantes. Les gouvernements de transition sont

Encadré 2.5

Retombées négatives de la situation financière de la zone euro sur les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

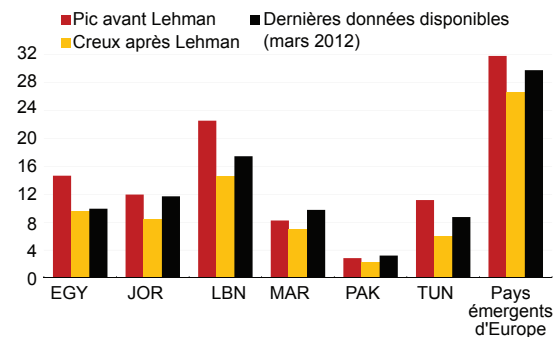
Les banques opérant à l'échelle mondiale ont accru leurs engagements dans d'importants pays importateurs de pétrole, par rapport au faible niveau observé juste après l'effondrement de Lehman Brothers en 2008 (graphique 1). Le Liban est le pays importateur de pétrole le plus tributaire des financements de ces banques, ce qui s'explique par l'ampleur des avoirs de ces dernières en obligations internationales d'État. Les rendements attractifs des émissions en dollars américains ont stimulé la demande, mais les retombées négatives de la situation en Syrie pourraient affaiblir ces flux. Les prêts accordés à la Jordanie, au Maroc et au Pakistan ont déjà presque retrouvé, sinon dépassé, les niveaux enregistrés avant la crise financière mondiale. La reprise des financements transfrontaliers en faveur de la Jordanie et de la Tunisie est moins marquée, mais elle est du même ordre de grandeur que les reprises observées dans les pays émergents d'Europe qui sont, à l'évidence, les plus préoccupés par la réduction de l'effet de levier des banques européennes. Les grandes banques internationales détenaient d'importants volumes de titres de dette publique égyptienne libellés en monnaie nationale, qu'elles se sont empressées de céder au début de 2011. Le volume de leurs engagements envers l'Égypte est donc au plus faible et comprend essentiellement des prêts plutôt que des obligations.

Les activités des banques européennes implantées dans les pays de la région sont moins importantes que dans les pays émergents d'Europe (graphique 2). Les banques françaises opérant au Maroc constituent toutefois une exception: leurs opérations locales (qui représentent un cinquième du système bancaire) sont généralement financées par des dépôts locaux, le solde provenant de fonds propres et de financements modestes des banques mères. Bien que les filiales bancaires sur les marchés émergents soient généralement plus rentables que les opérations sur le marché national, les contributions aux bénéfices des groupes des filiales établies dans la région MOANAP sont faibles.

Préparé par Gabriel Sensenbrenner et Jaime Espinosa Bowen.

Graphique 1

Pays importateurs de pétrole et pays émergents d'Europe : prêts par banques opérant à l'échelle mondiale
(En pourcentage du PIB de 2008)

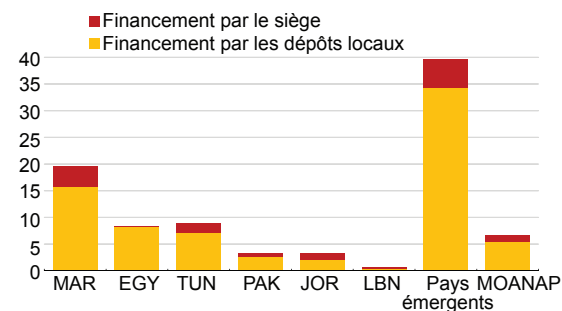


Sources : Banque des règlements internationaux; estimations des services du FMI.

Graphique 2

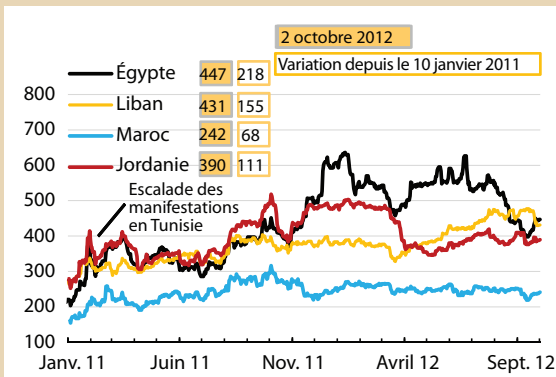
Volume des activités locales des banques européennes

(Données de mars 2012; en pourcentage du PIB)



Sources : Banque des règlements internationaux; estimations des services du FMI.

Graphique 2.17

Haussa des écarts sur les obligations souveraines
(En points de base)

Sources : Bloomberg ; Markit.

encore nombreux dans la région. Maintenant que la marge de manœuvre s'est amenuisée, une reprise des troubles sociaux et de l'instabilité politique pourrait nuire considérablement au climat économique et à la mise en œuvre des politiques. On a pu constater que, lorsque les autorités procèdent à des réformes à la suite d'une période d'instabilité politique, la croissance est plus soutenue et les risques d'un retour à l'instabilité politique ou d'une reprise des conflits intérieurs sont moindres (encadré 2.2). Pour éviter une nouvelle instabilité politique, les pays arabes en transition devront poursuivre non seulement des réformes politiques et sociales, mais aussi des réformes économiques dans le but de relever les niveaux de vie et de promouvoir une croissance durable et solidaire. La propagation du conflit syrien à l'ensemble de la sous-région constitue également un considérable risque baissier.

Outre les risques politiques, de nouvelles hausses des prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques auraient de lourdes répercussions sur la production, les soldes budgétaires et extérieurs et l'inflation (annexe 2.1). Par exemple, selon les estimations, une augmentation de 10 % des prix des produits alimentaires aurait pour effet immédiat d'accroître les déficits courants et budgétaires des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP de 0,3 % et 0,2 % du PIB, respectivement. Une hausse de 10 % des prix pétroliers creuserait les déficits courants et budgétaires de 0,4 % du PIB.

Les tensions inflationnistes se feraient aussi sentir. Bien que les liens financiers avec la zone euro soient limités, les liens dans le secteur réel par le biais des circuits commerciaux et des envois de fonds sont importants dans le cas de plusieurs pays; une nouvelle intensification de la crise dans la zone euro aurait de graves répercussions dans la région MOANAP (annexe 1.2; encadré 3.3).

S'agissant des risques haussiers, des mesures pour définir et mettre en œuvre un cadre de politiques macroéconomiques et un programme de réformes à moyen terme pourraient donner lieu à une amélioration de la situation économique et politique. Une croissance plus soutenue que prévu dans la zone euro et l'élimination de la prime de risque liée au prix du pétrole pourraient également stimuler l'activité économique.

Rétablir la stabilité macroéconomique

Les perspectives économiques à court terme sont délicates, non seulement pour les pays arabes en transition, mais aussi, de manière plus générale, pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (à l'exception de Djibouti et de la Mauritanie). Étant donné les importantes vulnérabilités extérieures et budgétaires et le volume limité des financements publics extérieurs — hormis les récents accords de financement/d'assurance du FMI avec la Jordanie et le Maroc — il est essentiel de rétablir la viabilité macroéconomique pour maintenir la stabilité en ce domaine.

Tout programme de stabilisation macroéconomique passera par un rééquilibrage des finances publiques, qui, s'il est soutenu, pourra non seulement améliorer la viabilité de la dette publique et de la position extérieure, mais aussi accroître les volumes de financement disponibles pour le secteur privé et réduire le désalignement des taux de change réels. Pour atteindre ces objectifs, il sera crucial de fournir des informations claires au public et de mettre correctement en œuvre les plans de rééquilibrage budgétaire. Des ajustements budgétaires à moyen terme sont prévus dans plusieurs pays et, en Jordanie

et au Maroc, ils sont appuyés par de récents accords avec le FMI. Il sera nécessaire d'obtenir de plus importants financements publics extérieurs pour faciliter un ajustement sans à-coups.

Pour stabiliser la situation macroéconomique, il faudra aussi accroître la flexibilité du taux de change afin de réduire les déséquilibres extérieurs structurels dans certains pays. En n'utilisant plus le taux de change comme ancrage nominal, il sera possible d'assouplir la politique monétaire pour rétablir et maintenir la stabilité des prix et la compétitivité. À cet égard, l'adoption de mesures rapides pour accroître la flexibilité des taux de change et élargir la panoplie d'instruments de politique monétaire — en assurant une communication appropriée avec les marchés — peut contribuer à ancrer les anticipations inflationnistes et à réduire les risques correspondants.

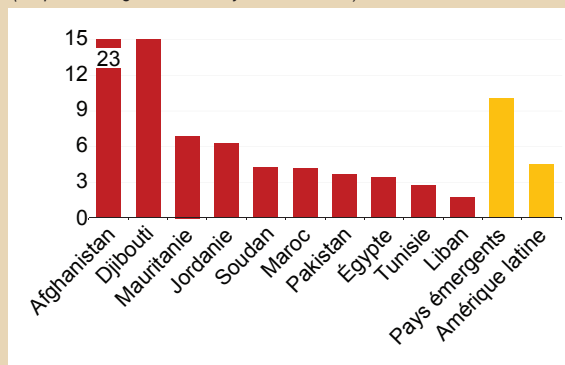
Atténuer les répercussions économiques et sociales de l'ajustement budgétaire

Un rééquilibrage de la composition des dépenses et des recettes peut contribuer à assainir les finances publiques tout en atténuant l'effet de contraction sur la production (encadré 2.6) et ses conséquences défavorables sur les groupes de population pauvres. Cet assainissement doit faire une large place à la réduction des subventions générales. Ces dernières ne sont pas un moyen efficace de stimuler l'activité économique et de protéger les populations pauvres; elles sont sources de distorsions coûteuses et devraient être remplacées par des dispositifs de protection sociale ciblés. La Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et le Soudan ont récemment réduit l'ampleur de leurs subventions, mais il faut faire plus pour mettre en place des systèmes de protection ciblés. Il est possible d'utiliser les ressources ainsi épargnées pour accroître les dépenses d'infrastructures et améliorer les services publics afin de promouvoir la croissance et réduire les inégalités des revenus. Les investissements publics de beaucoup de pays importateurs de pétrole sont faibles par rapport à ceux d'autres marchés émergents (graphique 2.18), et ils ont diminué en 2011–12. La qualité de ces investissements est en outre

Graphique 2.18

Faiblesse de l'investissement public

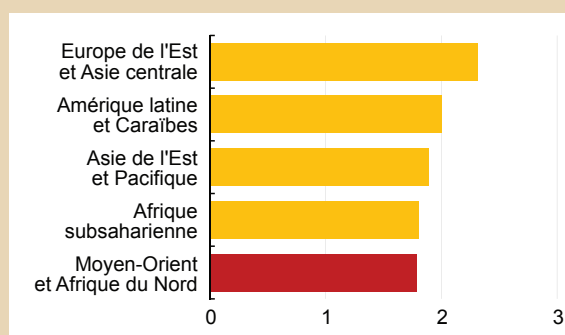
(En pourcentage du PIB, moyenne 2007–12)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 2.19

Exécution insuffisante des projets d'investissement public



Note : Les calculs reposent sur Dabla-Norris *et al.* (2011). L'indice d'exécution des projets d'investissement public évalue le degré de concurrence pour les contrats, le mécanisme de recours en matière de marchés publics, les processus de paiement et l'efficacité des contrôles internes. Les notes vont de 0 à 4, un score plus élevé témoignant d'une meilleure exécution des projets.

inférieure, étant donné les carences dans l'évaluation et l'exécution des projets (graphique 2.19). Un accroissement des investissements publics accompagné d'une amélioration de leur qualité pourrait contribuer à maximiser les effets positifs de la croissance sur les populations pauvres.

Des réformes structurelles pour promouvoir une croissance solidaire

Les événements survenus depuis le début de 2011 ont suscité l'espoir d'ambitieuses réformes économiques pour répondre aux aspirations d'une

Un rééquilibrage budgétaire propice à la croissance est-il possible dans la région MOANAP?

Les opérations de rééquilibrage budgétaire peuvent être conçues de manière à réduire le plus possible leurs effets de contraction. Un assainissement budgétaire basé sur les recettes, s'il est soutenu, est généralement préférable à une action portant sur les dépenses. Les estimations concernant les économies avancées montrent que les multiplicateurs budgétaires à court terme sont plus élevés lorsque les mesures portent sur les dépenses que lorsqu'elles portent sur les recettes, de sorte qu'une augmentation des recettes est probablement plus «favorable à la croissance» qu'une réduction de même montant des dépenses.

Il peut également être bon pour la croissance de rééquilibrer la composition des recettes et des dépenses. Les graphiques 1 et 2 présentent des mesures liées à la fiscalité et aux dépenses dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, en les classant selon leurs effets sur la production¹. Le classement est établi sur la base d'estimations des multiplicateurs budgétaires calculées au moyen de simulations basées sur des modèles pour les économies avancées². Dans le domaine fiscal, les impôts sur la propriété et les taxes sur les ventes sont les instruments les plus favorables à la croissance, tandis que les taxes professionnelles et les impôts sur le revenu sont les sources de recettes les moins favorables. S'agissant des dépenses, les avantages sociaux et les subventions sont les moins favorables à la croissance tandis que les dépenses d'investissement sont, en général, l'instrument le plus favorable à cette dernière.

L'Afghanistan, l'Égypte et le Pakistan figurent parmi les économies importatrices de pétrole de la région MOANAP qui ont le plus de latitude pour réaménager leur régime fiscal en privilégiant des instruments plus favorables à la croissance, tandis que Djibouti, la Jordanie et le Maroc sont parmi ceux qui ont le moins de possibilités dans ce domaine. Les pays se heurtant à des problèmes de compétitivité peuvent profiter de ce type de «dévaluation budgétaire», où l'imposition de la main-d'œuvre cède la place à l'imposition de la consommation (ou de la propriété) pour produire des effets similaires à ceux d'une dévaluation du taux de change nominal. Si l'on considère la composition des dépenses, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie sont les pays où les subventions sont les plus importantes, de sorte qu'il leur serait possible de faire de la réduction de ces dépenses un instrument de rééquilibrage des finances publiques favorable à la croissance. Le Liban, le Soudan et la Tunisie affichent les niveaux les plus faibles des dépenses relativement productives au titre de la formation de capital, ce qui indique qu'ils pourraient accroître ces dernières.

Préparé par Paul Cashin, Paul Zimand et Padamja Khandelwal.

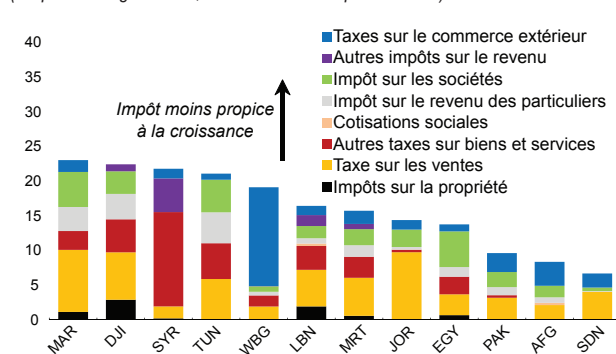
¹Le montant total des postes des recettes fiscales et des dépenses ne correspond pas au montant des recettes et des dépenses globales de chaque pays, car plusieurs postes n'ont pas été pris en compte.

²Bien que l'on ne sache pas si les valeurs précises des multiplicateurs budgétaires des économies avancées puissent être utilisées pour les pays de la région MOAN, le classement des pays de la région sur la base des multiplicateurs des recettes et des dépenses est probablement indépendant de la valeur des multiplicateurs. Voir également OCDE (2010).

Graphique 1

Composition des impôts

(En pourcentage du PIB, 2011 ou année la plus récente)

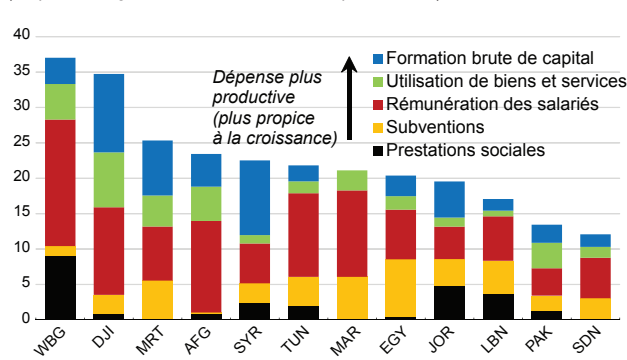


Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Graphique 2

Composition des dépenses

(En pourcentage du PIB, 2011 ou année la plus récente)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

population jeune. À ce jour, par suite des exigences de la transition politique, les autorités se sont centrées sur les réformes politiques, et les taux de chômage, déjà élevés, continuent d'augmenter. Selon les estimations des services du FMI préparées en 2010 (FMI, 2010b), il faudrait créer 18 millions d'emplois au cours de la présente décennie pour résorber le chômage et donner du travail aux nouveaux actifs rien qu'en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Syrie et en Tunisie. Pour créer les emplois nécessaires dans le secteur privé, il faudra que les taux de croissance tendanciels à long terme augmentent de manière permanente d'environ 2 %. Un tel accroissement ne pourra se matérialiser que si la stabilité macroéconomique perdure et que des réformes structurelles sont engagées pour améliorer la compétitivité (encadré 2.7).

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devront tous s'employer à promouvoir une croissance plus rapide, durable, entraînée par le secteur privé et appuyée par de plus amples investissements privés et une amélioration de la

productivité. Certes, les stratégies adoptées seront sans doute différentes du fait de la diversité de leurs situations et objectifs. Il leur faudra mener des réformes dans le but d'établir un climat des affaires propice à une croissance tirée par le secteur privé. Les réformes du marché du travail et de l'éducation peuvent favoriser le renforcement des capacités et la protection des travailleurs, tandis que les réformes de la gouvernance et du cadre de réglementation de l'activité économique peuvent assurer aux entreprises un traitement simple, transparent et équitable et limiter les possibilités de recherche de rentes. L'amélioration de l'accès à des financements contribue, de surcroît, à encourager l'entreprise et l'investissement privé (encadré 2.7; FMI, 2011d, annexes 2.1 et 2.2). Le programme des réformes à venir est complexe et sa mise en œuvre prendra un certain temps. Il est important que les autorités aillent de l'avant pour contribuer à répondre aux aspirations des jeunes de la région et leur permettre de réaliser leur potentiel, à relever les niveaux de vie et à améliorer l'accès à des débouchés économiques à moyen et à long terme.

Encadré 2.7

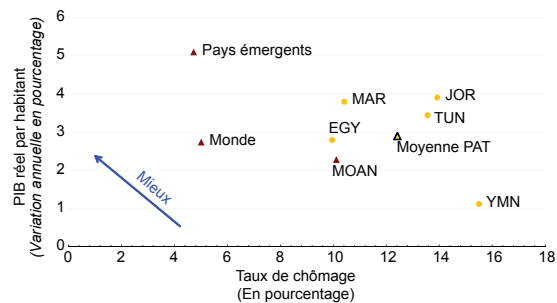
Pays arabes en transition : des réformes économiques pour promouvoir la croissance et l'emploi

Les pays arabes en transition doivent, durant leur phase de transition politique, commencer à définir le plan des réformes économiques structurelles qui guideront leur transition économique et permettront de s'attaquer au chômage structurel. La tâche est redoutable étant donné la complexité des difficultés posées par les mutations structurelles, mais elle offre la perspective d'amples dividendes sous la forme d'une croissance plus rapide et plus solidaire et de la création d'emplois. Les stratégies seront différentes selon les pays, mais elles devront toutes viser une croissance plus rapide, durable et entraînée par le secteur privé. Les gouvernements devront s'employer à améliorer les conditions du marché du travail, la réglementation et la gouvernance des entreprises, ainsi que l'accès aux financements, pour permettre à l'économie de passer d'un modèle caractérisé par la recherche de rentes à la création de valeur économique et d'emplois. Les pays arabes en transition piloteront logiquement eux-mêmes ces programmes de transition, mais il sera essentiel que la communauté internationale les appuie en leur accordant des financements suffisants, en améliorant leur accès aux grands marchés d'exportation et en leur fournissant des conseils.

Les pays arabes en transition se heurtent de longue date à des problèmes structurels. Ils accusent un chômage élevé et de faibles taux de participation, autant de symptômes du manque de dynamisme de leur économie. Ils ne sont pas parvenus à générer une croissance par habitant similaire à celle d'autres pays en développement émergents, et la réactivité de l'emploi à la croissance est l'une des plus faibles au monde (graphique 1). Bien que beaucoup d'entre eux aient progressivement délaissé un système économique dirigé par l'État en faveur de modèles privilégiant davantage une croissance entraînée par le secteur privé, les effectifs du secteur public restent beaucoup plus importants que dans d'autres régions du monde, et ils ne sont pas parvenus à générer le même dynamisme économique que celui qui a contribué à engendrer la transformation économique des marchés émergents et des pays en développement d'autres régions (graphique 2).

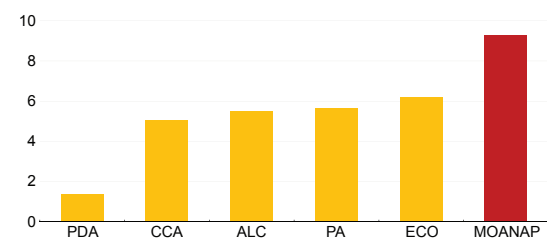
Pour libérer le vaste potentiel des pays arabes en transition, de nombreux facteurs devront entrer en jeu, lesquels varieront selon les pays. Cet encadré examine trois grandes questions : i) les réformes du marché du travail et de l'éducation seront importantes pour assurer un niveau adéquat de compétences et de protection des travailleurs; ii) il est nécessaire de procéder à des réformes du cadre réglementaire et de la gouvernance des entreprises pour leur assurer un traitement simple, transparent et équitable; et iii) l'amélioration de l'accès aux financements contribuera à catalyser l'entrepreneuriat et l'investissement privé.

Graphique 1
Chômage et PIB réel par habitant, 2001–10
(En pourcentage)



Sources : base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI; Indicateurs de développement humain de la Banque mondiale; Organisation internationale du travail.

Graphique 2
Emploi dans l'administration publique en pourcentage de l'emploi total
(2008–11, pourcentage)¹



Sources : autorités nationales; Organisation internationale du travail; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI; calculs des services du FMI.

¹ALC : Amérique latine et Caraïbes; ECO : Europe centrale et orientale; PA : pays avancés; PDA : pays en développement d'Asie.

Préparé par Gabriel Sensenbrenner et Jaime Espinosa Bowen.

Encadré 2.7 (suite)

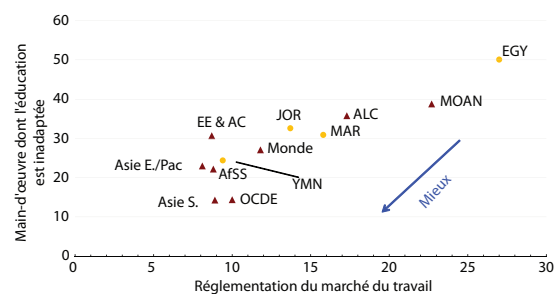
Les marchés du travail dans les pays arabes en transition sont confrontés à de graves problèmes. Les taux de chômage élevés sont aggravés par l'existence de fortes pressions démographiques créées par l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail. Le chômage des jeunes est très important — il se situe entre 18 et 30 % en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie — et il est particulièrement difficile aux femmes de trouver un emploi. Les pressions démographiques sont considérables : il faudra créer 8,5 millions d'emplois dans ces quatre pays d'ici 2015 pour résorber le chômage et donner du travail aux nouveaux actifs. Selon des estimations empiriques, en partant des projections actuelles de croissance, moins de la moitié du nombre d'emplois requis seront créés, de sorte que plus de 4,5 millions de personnes seront au chômage.

Bien que les problèmes aient des origines diverses, certains facteurs se retrouvent dans tous les pays. La réglementation du travail dans la région MOAN est perçue comme un obstacle majeur qui dissuade les entreprises de recruter et pousse les personnes en quête d'un emploi vers le secteur informel, où les travailleurs ne bénéficient pas des mêmes protections (graphique 3). Les garanties d'emploi (implicites et explicites) dans la fonction publique et l'asymétrie des rémunérations escomptées, par suite des avantages et des niveaux de rémunération relativement généreux du secteur public, ont provoqué une segmentation du marché et engendré une demande excessive d'emplois publics. L'importance majeure accordée par le système de l'enseignement à l'acquisition des qualifications nécessaires pour obtenir un emploi dans la fonction publique signifie que les nouveaux arrivants sur le marché du travail n'ont souvent pas les compétences recherchées par le privé. Les enquêtes auprès des entreprises montrent que la proportion d'entreprises de la région MOAN qui voient dans la formation inadaptée de la main-d'œuvre un obstacle majeur (39 %) est plus forte que dans les autres régions du monde (graphique 3).

Les remèdes à ces problèmes seront différents selon les pays, mais ils devront, en règle générale, être axés sur cinq domaines : la révision de la réglementation du marché du travail de manière à réduire les obstacles à l'embauche tout en assurant une protection adéquate aux travailleurs; la révision des pratiques de recrutement et des politiques de rémunération du secteur public pour réduire la dominance de ce dernier sur le marché du travail et les distorsions correspondantes; la réforme du système de l'éducation pour mieux adapter les programmes d'enseignement aux besoins des employeurs privés; la poursuite de politiques actives du marché du travail pour pouvoir commencer rapidement à résorber le chômage; et la mise en valeur des mesures encourageant plus particulièrement l'emploi des jeunes et des femmes.

Les pays arabes en transition sont également confrontés à une réglementation des entreprises lourde et complexe héritée du passé, qui subordonne souvent la création et l'exploitation des entreprises à des procédures longues, coûteuses et compliquées. Près de 30 % des entreprises de la région MOAN estiment que le régime des licences et des autorisations est un obstacle majeur à leurs activités, de loin le pourcentage le plus élevé enregistré dans toutes les régions du monde, bien qu'il soit nettement plus faible en Égypte et au Maroc (graphique 4). La corruption est également un problème grave: plus de la moitié des entreprises de la région MOAN signalent avoir reçu des demandes de pot-de-vin — soit une proportion bien supérieure à celles observées dans les autres régions¹.

Graphique 3

Réglementation excessive du marché du travail et inadaptation de l'éducation¹*(En pourcentage)*

Source : enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises 2006–11.

¹ Pourcentage des entreprises pour lesquelles chaque élément est un obstacle majeur.

Note : EE & AC : Europe de l'Est et Asie centrale; AFSS : Afrique subsaharienne.

¹ Enterprise Surveys de la Banque mondiale.

Encadré 2.7 (fin)

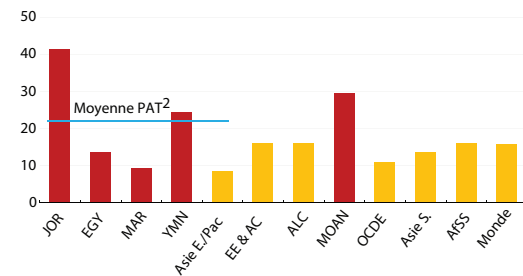
Bien que les pays aient déjà entrepris de s'attaquer à ces problèmes, il leur faudra poursuivre et intensifier leurs efforts. Il sera essentiel, pour accroître les chances de progrès durable, d'instituer des systèmes de contre-pouvoirs afin de prémunir les principales institutions nationales et régionales des interventions discrétionnaires et non transparentes excessives. On a pu constater, en Asie de l'Est par exemple, que les pays qui se sont dotés d'institutions responsables et axées sur des règles parvenaient dans une plus large mesure à promouvoir la croissance économique que les pays dont les institutions continuent de faire l'objet d'interventions arbitraires des dirigeants politiques et des responsables publics.

Bien que les réformes nécessaires ne soient pas les mêmes pour tous les pays, les stratégies axées sur l'amélioration de la réglementation du cadre des affaires doivent viser à éliminer les obstacles à la création et à la fermeture des entreprises. Les conditions d'entrée — par exemple l'obligation d'obtenir l'approbation du ministère pertinent, qui donne aux fonctionnaires une grande latitude pour décider quels investisseurs bénéficieront d'une décision favorable ou seront rejetés — devraient être révisées et régies par des règles claires et transparentes. De même, les mesures imposant des ratios de fonds propres minimums élevés et des restrictions aux capitaux étrangers devraient être assouplies, à moins qu'elles ne soient justifiées par des préoccupations réglementaires particulières. Les réformes devraient, de surcroît, viser à éliminer les obstacles à la fermeture des entreprises, notamment en établissant des codes modernes des entreprises en difficultés et en décriminalisant les faillites.

L'accès aux financements est également un obstacle majeur dans les pays arabes en transition. Dans la région MOAN, seulement 10 % des entreprises s'adressent aux banques pour financer leurs investissements, ce qui est de loin le pourcentage le plus faible de toutes les régions, et 36 % des entreprises considèrent que l'accès à des financements est un grave problème, soit un pourcentage qui n'est dépassé qu'en Afrique subsaharienne². Les PME, en particulier, n'ont toujours pas accès au crédit bancaire et doivent recourir à leurs propres ressources pour financer leurs plans d'investissement (graphique 5). Les stratégies menées pour améliorer l'accès aux financements différeront selon les pays, car ils ne se trouvaient pas, au départ, dans la même situation économique, mais elles devront toutes mettre l'accent sur la formulation ou le renforcement d'options autres que le financement bancaire, l'amélioration de l'infrastructure financière et la promotion de la concurrence.

²Ibid.

Graphique 4
Régime des licences et des permis d'entreprise¹
(En pourcentage)

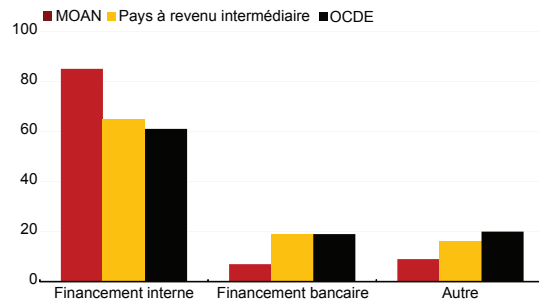


Source : enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises 2006–11.

¹ Pourcentage des entreprises pour lesquelles le régime des licences et des permis d'entreprise est un obstacle majeur.

² PAT : Pays arabes en transition.

Graphique 5
Sources de financement de l'investissement : petites et moyennes entreprises
(2005–10, en pourcentage)



Source : Rocha, Arvai et Farazi (2011).

Annexe 2.1. Les pays des régions MOANAP et CAC sont très vulnérables au renchérissement des produits alimentaires

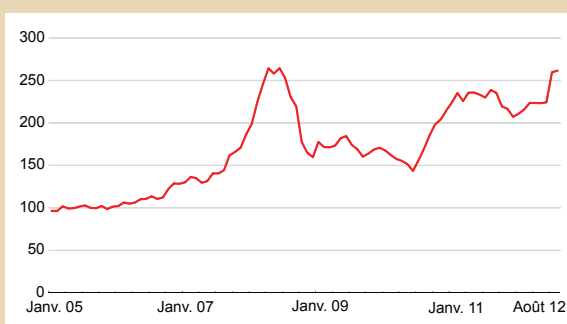
Les prix mondiaux des produits alimentaires s'inscrivent en hausse en 2012, et font de nouveau craindre une montée des tensions inflationnistes, similaire à celle observée durant la crise alimentaire mondiale de 2007–08. La flambée actuelle des cours est essentiellement liée au maïs et au soja, mais les prix du blé et du riz ont aussi fortement augmenté durant ces derniers mois. Les hausses des prix s'expliquent en grande partie par l'insuffisance de l'offre provoquée par des chocs climatiques défavorables en Australie, dans la région de la mer Noire et en Amérique du Nord. Bien que l'offre de céréales ait aussi souffert des restrictions d'exportation par les grands producteurs durant la crise alimentaire de 2007–08, cela n'a pas été le cas en 2012.

Les prix alimentaires mondiaux (en particulier les prix des céréales) ont rapidement augmenté en 2012 pour retrouver les niveaux atteints durant la crise alimentaire mondiale de 2007–08 (graphique 1). De nombreux pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale sont vulnérables à la hausse de prix alimentaires déjà élevés. Cette vulnérabilité est d'autant plus forte pour les pays qui ont de faibles stocks céréaliers et dépendent dans une très large mesure des importations de céréales pour satisfaire la demande, et où les produits alimentaires ont une forte pondération dans les paniers de consommation.

Dans de nombreux pays des régions MOANAP et CAC — en particulier l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Syrie, la Tunisie, le Turkménistan et le Yémen — les stocks de blé disponibles sont relativement limités et les ratios stocks/consommation encore plus faibles qu'en 2007–08 (graphique 2). Étant donné la faiblesse des stocks de nombreux pays, toute nouvelle perturbation des approvisionnements des grands exportateurs de produits de base pourrait exercer d'importantes pressions à la hausse sur les prix mondiaux des produits alimentaires et des céréales. Les importations de produits alimentaires de nombreux pays des régions MOANAP et CAC atteignent des niveaux élevés qui (en proportion du PIB) sont considérablement supérieurs aux moyennes mondiales. L'Iraq, la Mauritanie, la République kirghize et le Yémen, en particulier, sont tributaires des approvisionnements mondiaux de céréales (graphique 3). Cette dépendance se

Graphique 1

Indice des prix alimentaires du FMI (2005 = 100, janvier 2005 à août 2012)

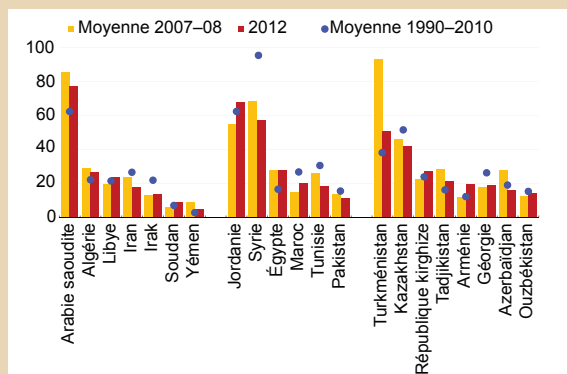


Source : FMI, système des prix des produits de base.

Note : L'indice des prix alimentaires est une moyenne des prix du maïs, du riz, du soja et du blé.

Graphique 2

Ratio stocks/consommation pour le blé (En pourcentage de la consommation intérieure)

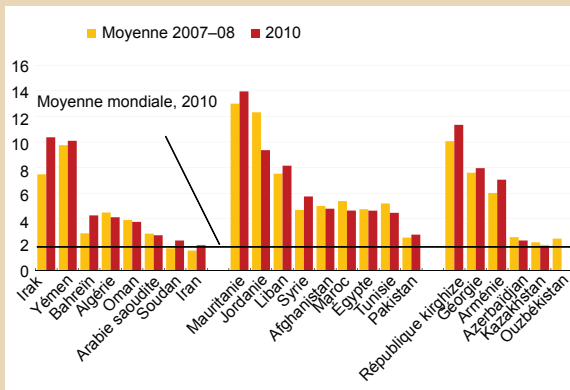


Source : Ministère de l'agriculture des États-Unis.

Préparé par Leandro Medina et Paul Cashin avec le concours de Marina Rousset.

Graphique 3

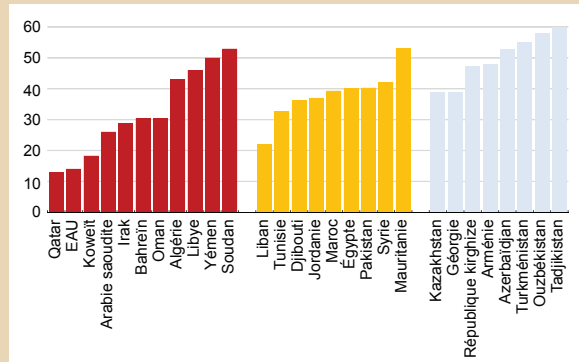
Importations alimentaires en pourcentage du PIB
(En pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 4

Poids de l'alimentation dans l'indice des prix à la consommation, 2010
(En pourcentage)



Sources : services du FMI; OCDE, StatExtracts; Eurostat.

répercute sur les paniers de consommation nationaux dans lesquels les produits alimentaires sont fortement pondérés, de sorte qu'une brusque hausse des prix alimentaires pourrait considérablement réduire le pouvoir d'achat des ménages (graphique 4).

Quel est le degré de vulnérabilité des pays des régions MOANAP et CAC au renchérissement des produits alimentaires? Selon un «indice de vulnérabilité aux chocs alimentaires» mis au point par les services du FMI¹, près des deux tiers des pays des régions MOAN et CAC dépassent la médiane mondiale (plus l'indice est élevé et plus le degré de vulnérabilité est important), et six pays (Algérie, Arménie, Égypte, Géorgie, Jordanie, République kirghize) sont extrêmement vulnérables puisque les valeurs obtenues dans leur cas sont supérieures au 75^e centile de la distribution de l'indice de vulnérabilité (graphique 5). Ces

résultats montrent à quel point de nombreux pays de ces régions sont exposés à des chocs des prix alimentaires, non seulement en termes absolus, mais aussi par comparaison à d'autres pays du monde.

Quels sont certaines des conséquences macroéconomiques de la hausse des prix alimentaires? Celle-ci provoque une poussée de l'inflation globale, qui a pour effet d'éroder le pouvoir d'achat des ménages. Les soldes budgétaires et extérieurs des pays importateurs de produits alimentaires subissent également le contrecoup de ces hausses, car les pays accroissent leurs dépenses au titre des subventions des produits de base/ des mesures de protection sociale et les factures d'importation de produits de base sont plus lourdes. La hausse des prix alimentaires peut également réduire la sécurité alimentaire au niveau national et à celui des ménages, provoquer un mécontentement politique et déstabiliser les systèmes politiques fragiles post-conflit/ de transition. De fait, l'insécurité alimentaire a été signalée comme l'une des principales causes des tensions sociales et conflits dans le monde arabe au cours des dernières décennies².

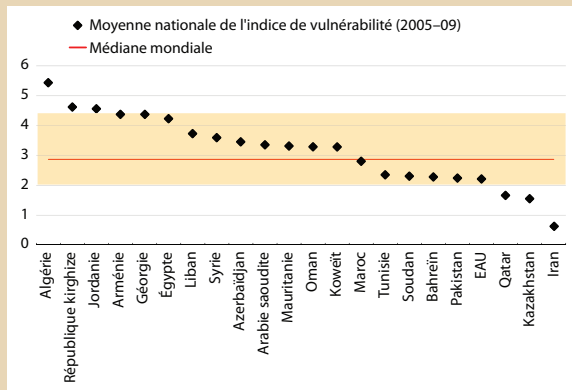
Que doivent faire les gouvernements face à ces vulnérabilités?

Dans les pays émergents et en développement — qui se caractérisent par la part importante et

¹L'indice de vulnérabilité est une combinaison pondérée : du ratio importations alimentaires/consommation totale des ménages (indicateur de la dépendance alimentaire); du ratio importations alimentaires/importations totales de marchandises (indicateur de la charge constituée par les importations alimentaires); et de l'inverse du niveau du PIB par habitant (indicateur de la capacité à conférer aux consommateurs intérieurs des dispositifs de protection dans le domaine alimentaire). Voir Combes *et al.* (2012). Par manque de données, il n'a pas été possible de calculer l'indice pour l'Afghanistan, Djibouti, l'Iraq, la Libye, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et le Yémen.

²Voir Breisinger *et al.* (2012), et Arezki et Bruckner (2011).

Graphique 5

Vulnérabilité à une hausse des prix alimentaires, 1980–2009*(La zone ombrée représente l'écart entre le 25^e et le 75^e percentile de la distribution)*Sources : Combes *et al.* (2012); calculs des services du FMI.

Note : L'indice varie de 0 (faible vulnérabilité) à 10 (forte vulnérabilité). L'indice est calculé pour la période 1980–2009, sur la base des indicateurs de développement humain de la Banque mondiale pour 145 pays (y compris 22 pays des régions MOAN et CAC).

inélastique des produits alimentaires dans les paniers de consommation nationaux et par les importants effets de second tour de la hausse des prix alimentaires sur la hausse des prix non alimentaires — les responsables de la politique monétaire commencent à remettre en question les idées reçues selon lesquelles l'attention doit porter en priorité sur l'inflation sous-jacente, laquelle fait abstraction des prix alimentaires. De fait, il peut être approprié pour de nombreux pays émergents et en développement de mettre l'accent sur l'inflation globale dans le cadre de leurs réflexions sur l'action à mener

— sans toutefois perdre de vue l'inflation sous-jacente en tant qu'indicateur principal de la hausse des prix intérieurs — pour éviter que l'envolée des prix alimentaires ne déstabilise les anticipations inflationnistes.

De surcroît, lorsque de nombreux ménages ont des difficultés à obtenir des crédits, faire abstraction de l'évolution des prix alimentaires peut compromettre le pouvoir d'achat de la population et avoir des effets défavorables sur la répartition des revenus³. Pour réduire leur vulnérabilité aux prix alimentaires, les pays des régions MOANAP et CAC devront poursuivre des réformes supplémentaires : il leur faudra non seulement adopter des politiques pour stimuler la production et la productivité agricole là où la production alimentaire est inférieure au potentiel (en procédant à des réformes agraires et à des remembrements agricoles et en élargissant l'accès au crédit du secteur agricole), mais aussi mener des réformes pour étendre la portée des filets de protection sociale/des mécanismes de transfert de revenus axés sur les pauvres et réduire pendant des périodes déterminées les taxes/droits d'entrée frappant les produits alimentaires (s'ils disposent de la marge de manœuvre budgétaire requise). Il faudra éviter d'avoir recours à des subventions (contrôles) des prix généralisées et résister aux pressions en faveur d'un relèvement des salaires dans le secteur public. Les pays importateurs de produits alimentaires pourraient également accroître la flexibilité de leur taux de change réel et faire appel à des financements extérieurs pour soutenir leur balance des paiements.

³Voir aussi FMI (2011d), annexe 3.1.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	4,9	6,8	5,3	4,2	4,0	2,0	2,1	3,3
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	13,7	3,6	21,0	8,4	5,8	5,2	6,5
Djibouti	2,8	5,1	5,8	5,0	3,5	4,5	4,8	5,0
Égypte	4,4	7,1	7,2	4,7	5,1	1,8	2,0	3,0
Jordanie	6,3	8,2	7,2	5,5	2,3	2,6	3,0	3,5
Liban	3,0	7,5	9,3	8,5	7,0	1,5	2,0	2,5
Maroc	4,9	2,7	5,6	4,9	3,7	4,9	2,9	5,5
Mauritanie	4,8	1,0	3,5	-1,2	5,1	4,0	5,3	6,9
Pakistan	5,1	6,8	3,7	1,7	3,1	3,0	3,7	3,3
Soudan	8,2	12,2	2,3	4,6	2,2	-4,5	-11,2	0,0
République arabe syrienne ¹	4,0	5,7	4,5	5,9	3,4	...	...	...
Tunisie	4,6	6,3	4,5	3,1	3,1	-1,8	2,7	3,3
Inflation des prix à la consommation	4,5	7,1	13,0	10,2	8,5	9,9	9,7	9,2
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	8,6	30,5	-8,3	0,9	13,8	9,1	5,0
Djibouti	2,3	5,0	12,0	1,7	4,0	5,1	4,7	2,4
Égypte	5,1	9,5	18,3	11,7	11,4	9,9	9,7	11,4
Jordanie	2,7	4,7	13,9	-0,7	5,0	4,4	4,5	3,9
Liban	1,3	4,1	10,8	1,2	4,5	5,0	6,5	5,7
Maroc	1,7	2,0	3,9	1,0	1,0	0,9	2,2	2,5
Mauritanie	6,5	7,3	7,5	2,1	6,3	5,7	5,9	6,1
Pakistan	5,0	7,8	10,8	17,6	10,1	13,7	11,0	10,4
Soudan	7,6	8,0	14,3	11,3	13,0	18,3	28,6	17,0
République arabe syrienne ¹	3,8	4,7	15,2	2,8	4,4	...	...	...
Tunisie	2,9	3,4	4,9	3,5	4,4	3,5	5,0	4,0
Solde budgétaire global des administrations publiques	-4,5	-5,2	-5,6	-5,0	-5,6	-7,0	-7,8	-7,4
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-2,0	-4,0	-1,3	0,9	-0,9	-0,8	-0,6
Djibouti	-1,9	-2,6	1,3	-4,6	-0,5	-0,7	0,4	0,8
Égypte	-6,8	-7,5	-8,0	-6,8	-7,8	-9,9	-11,1	-9,8
Jordanie ²	-3,0	-5,7	-5,5	-8,9	-5,6	-5,7	-6,5	-5,5
Liban ²	-14,6	-10,8	-9,5	-8,3	-7,7	-6,1	-7,9	-8,3
Maroc ²	-5,0	-0,1	0,7	-1,8	-4,4	-6,9	-6,1	-5,3
Mauritanie ^{2,3}	...	-1,6	-6,5	-5,1	-1,5	-1,5	-2,4	-2,3
Pakistan	-2,8	-5,5	-7,3	-5,0	-5,9	-6,4	-6,4	-7,2
Soudan	-0,9	-2,5	-0,1	-4,2	-0,4	-1,3	-4,0	-3,9
République arabe syrienne ¹	-1,9	-3,0	-2,9	-2,9	-4,8	...	...	...
Tunisie	-2,7	-2,8	-0,7	-2,6	-0,9	-3,1	-6,4	-5,3
Solde des transactions courantes	-0,8	-2,5	-4,1	-4,8	-3,1	-3,5	-5,2	-4,4
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	5,8	5,1	1,6	3,9	3,3	2,1	0,5
Djibouti	-2,0	-21,4	-24,3	-9,1	-5,8	-12,6	-12,2	-12,5
Égypte	1,6	1,7	0,5	-2,3	-2,0	-2,6	-3,4	-3,3
Jordanie	0,2	-17,2	-9,3	-4,9	-7,1	-12,0	-14,1	-9,9
Liban	-13,8	-6,8	-9,2	-9,8	-9,6	-14,0	-16,2	-15,6
Maroc	2,2	-0,1	-5,2	-5,4	-4,3	-8,0	-7,9	-5,4
Mauritanie	-16,3	-17,2	-14,8	-10,7	-8,7	-7,5	-23,6	-13,9
Pakistan	0,8	-4,8	-8,5	-5,7	-2,2	0,1	-2,0	-1,7
Soudan	-5,7	-5,9	-2,0	-10,0	-2,1	-0,5	-7,8	-6,6
République arabe syrienne ¹	-1,8	-0,2	-1,3	-3,6	-3,3	...	...	...
Tunisie	-2,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,8	-7,3	-7,9	-7,7

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données pour 2011-13 excluent la Syrie en raison des incertitudes de la situation politique.² Administration centrale.³ Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

Bibliographie

- Agence internationale de l'énergie, 2009, *World Energy Outlook* (Paris: OECD/IEA).
- _____, 2012a. *Golden Rules for a Golden Age of Gas: World Energy Outlook Special Report on Unconventional Gas* (Paris: OECD/IEA).
- _____, 2012b. *Medium-Term Gas Market Report* (Paris: OECD/IEA).
- _____, 2012c. *Medium-Term Gas Market Review* (Paris: OECD/IEA).
- Arezki, R., and M. Brückner, 2011, "Food Prices and Political Instability," IMF Working Paper 11/62 (Washington: International Monetary Fund).
- Arezki, R., and F. Hasanov, 2009, "Global Imbalances and Petrodollars," IMF Working Paper 09/89 (Washington: International Monetary Fund).
- Banque mondiale, Enterprise Surveys data. Disponible sur Internet : www.enterprisesurveys.org.
- _____, Services Trade Restrictions database. Disponible sur Internet : <http://iresearch.worldbank.org/service/trade/>.
- _____, Indicateurs de développement dans le monde. Disponible sur Internet : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- _____, Indicateurs de gouvernance dans le monde, disponible sur Internet : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>.
- Barajas, A., R. Chami, C. Ebeke, and S. J. A. Tapsoba, 2012, "Workers' Remittances: An Overlooked Channel of International Business Cycle Transmission?" IMF Working Paper 12/251 (Washington: International Monetary Fund).
- Bems, R., and I. de Carvalho Filho, 2009, "Current Account and Precautionary Savings for Exporters of Exhaustible Resources," IMF Working Paper 09/33 (Washington: International Monetary Fund).
- Borchert, I., B. Gootiiz, and A. Mattoo, 2012, "Policy Barriers to International Trade in Services: New Empirical Evidence," World Bank Policy Research Working Paper WPS6109 (Washington: World Bank).
- Breisinger, C., O. Ecker, P. Al-Riffai, and B. Yu, 2012, *Beyond the Arab Awakening: Policies and Investments for Poverty Reduction and Food Security* (Washington: International Food Policy Research Institute).
- British Petroleum Co. (BP), 2012, *BP Statistical Review of World Energy June 2012* (London: British Petroleum).
- Caceres, C., and L. Medina, 2012, "Measures of Fiscal Risk in Hydrocarbon-Exporting Countries," IMF Working Paper 12/260 (Washington: International Monetary Fund).
- Cashin, P., K. Mohaddes, Mehdi Raissi, and Maziar Raissi, 2012, "The Differential Effects of Oil Demand and Supply Shocks on the Global Economy," IMF Working Paper 12/253 (Washington: International Monetary Fund).
- Cashin, P., K. Mohaddes, and Mehdi Raissi, 2012, "The Global Impact of the Systemic Economies and MENA Business Cycles," IMF Working Paper 12/255 (Washington: International Monetary Fund).
- Combes, J-L., C. Ebeke, M. N. Etoundi, and T. Yogo, 2012, "Are Foreign Aid and Remittance Inflows a Hedge against Food Price Shocks?" IMF Working Paper 12/167 (Washington: International Monetary Fund).
- Corbae, D., and S. Ouliaris, 2006, "Extracting Cycles from Nonstationary Data," in *Econometric Theory and Practice: Frontiers of Analysis and Applied Research*, edited by D. Corbae, S. Durlauf, and B. Hansen, p. 167–178. (New York: Cambridge University Press).
- Dabla-Norris, E., J. Brumby, A. Kyobe, C. Papageorgiou, and Z. Mills, 2011, "Investing in Public Investment: An Index of Public Investment Efficiency," IMF Working Paper 11/37 (Washington: International Monetary Fund).
- Feldmann, H., 2009, "The Unemployment Effects of Labor Regulation around the World," *Journal of Comparative Economics*, Vol. 37 (1), p. 76–90.

- Fonds monétaire international, 2010a, *Coordinated Direct Investment Survey* (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2010b, *Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia* (October; Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2011a, “Assessing Reserve Adequacy,” Disponible sur Internet : <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2011/021411b.pdf>
- _____, 2011b, *Gulf Cooperation Council Countries: Enhancing Economic Outcomes in an Uncertain Global Economy*, Middle East and Central Asia Department Paper (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2011c, *Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia* (April; Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2011d, *Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia* (October; Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2012a, *Fiscal Policy and Employment in Advanced and Emerging Economies*, Fiscal Affairs Department Policy Paper (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2012b, *Libya: Beyond the Revolution*, Middle East and Central Asia Department Paper (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2012c, *Saudi Arabia: Selected Issues*. IMF Country Report No. 12/272 (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2012d, *Perspectives de l'économie mondiale* (Octobre; Washington : Fonds monétaire international).
- _____, (IMF) Direction of Trade Statistics database (Washington: International Monetary Fund).
- _____, (IMF) International Financial Statistics database (Washington: International Monetary Fund).
- _____, (IMF) Base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (Washington : Fonds monétaire international).
- Forum économique mondial, 2010, *The Global Competitiveness Report 2009–2010* (Geneva: World Economic Forum).
- FRED, Federal Reserve Economic Data, Federal Reserve Bank of St. Louis.
- Gatti, R., D. Angel-Urdinola, J. Silva, and A. Bodor, 2011, *Striving for Better Jobs: The Challenge of Informality in the Middle East and North Africa* (Washington: World Bank).
- Kanaan, O., U. Kock, and M. Sumlinski, 2012, “Recent Experience and Prospects of the Economy of the West Bank and Gaza,” IMF Staff Report. Available via the Internet: www.imf.org/wbg (Washington: International Monetary Fund).
- Mohaddes, K., and M. Raissi, 2011, “Oil Prices, External Income, and Growth: Lessons from Jordan,” IMF Working Paper 11/291 (Washington: International Monetary Fund).
- OCDE, 2010, «Assainissement budgétaire : besoins, calendrier, instruments et cadre institutionnel» *Perspectives économiques de l'OCDE 2010/2* (Paris : Organisation de coopération et de développement économiques).
- Rocha, R. R., Z. Arvai, and S. Farazi, 2011, *Financial Access and Stability—A Road Map for the Middle East and North Africa* (Washington: World Bank).
- Schneider, F., A. Buehn, and C. E. Montenegro, 2010, “New Estimates for the Shadow Economies All over the World,” *International Economic Journal*, Vol. 24 (4), p. 443–61.
- U.S. Energy Information Administration, 2012, *Annual Energy Outlook* (Washington: U.S. Department of Energy).
- Vuletin G., 2009, “Measuring the Informal Economy in Latin America and the Caribbean,” IMF Working Paper 08/102 (Washington: International Monetary Fund).